

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3165

29 octobre 2014

SOMMAIRE

Avago Technologies Luxembourg S.à r.l.	151881	Palan S.A.	151876
BIL Prime Advanced	151881	Patron Capital Schweiz S.à r.l.	151878
Bureau Economique S.à r.l.	151881	Permira SCF IV S.C.A.	151920
Cavern S.A.	151874	PineBridge Eurasia Financial Investments S.à r.l.	151876
Cavern S.A.	151874	Pioneer CIM	151899
CBRE Global Investment Partners Fund Series S.à r.l.	151881	Private Equity Plus OP	151876
Cetip Lux S.à r.l.	151884	Privatisierung Real Estate S.à r.l.	151876
eepi Luxembourg	151880	RDFP Holding 1 S.à r.l.	151877
European Investment Group	151883	Regius Group	151877
F.C.D. Paris S.à r.l.	151882	Reignwood Europe Holdings S.à r.l.	151913
Ferralux S.à r.l.	151883	RPO Co-Investment Venari SCA	151918
Financière Verdi S.à r.l.	151881	Société de développement AGORA s.à r.l.	151878
Finland S.A.	151883	Stam Re	151875
Fluence S.A.	151882	Starget S.A.	151878
Fullerton Lux Funds	151883	Steinebach Tankanlagen- und Behälterbau	151875
Golden Eagle Energy S.à r.l.	151886	Strategic Holdings III S.à r.l.	151889
Ice Acquisitions S.à r.l.	151874	Submarine Wells Investment Holdings S.A., SPF	151878
Immobilière Soleil du Sud S.A.	151879	Summit Partners VP-A S. à r.l.	151875
Inalux	151880	Télé Luxco S.à r.l.	151879
Inception Wellness S.à r.l.	151880	Triclinium AG	151877
International Services Company	151879	Valfrais-Lux S.A.	151879
Little House SA/SPF	151882	Verbena Investissements S.A.	151875
LSREF3 GTC Holdings S.à r.l.	151910	WSB 2 Grundstück S.A.	151874
Mazz Investments S.à r.l.	151880		
Oystercatcher Luxco 2 S.à r.l.	151874		

Cavern S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 151.206.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014148662/10.

(140169425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Cavern S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 151.206.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014148663/10.

(140169426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Oystercatcher Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 130.721.

Les comptes annuels au 31 Mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Antoine Clauzel
Gérant

Référence de publication: 2014149604/11.

(140170389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

WSB 2 Grundstück S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 141.419.

La nouvelle adresse de CONCILIUM S.À R.L., Commissaire aux comptes de la société WSB 2 GRUNDSTÜCK S.A. est la suivante: 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WSB 2 GRUNDSTÜCK S.A.

Référence de publication: 2014150488/11.

(140171082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Ice Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 1.200.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 173.849.

Suite à des changements d'adresse de certains associés de la Société, il y a lieu de noter que:

- TDR Capital Ice Co-Investment L.P. réside désormais au 20 Bentinck street, London W1U 2EU, England.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150112/12.

(140171589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Summit Partners VP-A S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 128.263.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014150428/10.

(140171708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Steinebach Tankanlagen- und Behälterbau, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7333 Steinsel, 67, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 47.399.

Der Jahresabschluss zum 30. April 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014150425/10.

(140170941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Stam Re, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton.

R.C.S. Luxembourg B 93.638.

Extrait du procès-verbal du Conseil de Gérance tenue en date du 25 septembre 2014

Le Conseil décide de:

- transférer le siège social de la société de 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg à 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014150421/14.

(140171365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Verbena Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 79.380.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue en date du 14 août 2014 que les personnes suivantes ont été renommées aux fonctions d'administrateur de la société:

1. Madame Marianne GOEBEL, demeurant professionnellement au 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg;
2. Madame Karine MASTINU, demeurant professionnellement au 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg;
3. Monsieur Charles DURO, demeurant professionnellement au 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg.

Leur mandat ira jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes 2019.

La société FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A., avec siège social à L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie, a été reconduite aux fonctions de Commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014149740/20.

(140170596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Privatisierung Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 150.420.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149629/9.

(140170872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Palan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 81.424.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014149630/10.

(140170362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

PineBridge Eurasia Financial Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.088.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 15 juillet 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle des gérants, Messieurs Julien PONSON et Douwe TERPSTRA, se trouve dorénavant à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 26.9.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour PineBridge Eurasia Financial Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014149625/16.

(140170296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Private Equity Plus OP, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 127.652.

Herr Andreas Jockel ist mit Wirkung zum 30. Juni 2014 von seinem Amt als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zurückgetreten.

Herr Danial Krüger, geschäftlich ansässig 4, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg, ist mit Wirkung zum 30. Juni 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 zu einem Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft ernannt worden.

Die Mandate von Herrn Alfons Klein, geschäftlich ansässig 4, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg, und von Herrn Max von Frantzius, geschäftlich ansässig 4, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg, sind mit Wirkung zum 16. April 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2020 verlängert worden

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers KPMG Luxembourg S.à.r.l., geschäftlich ansässig 9, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, wird mit Wirkung zum 16. April 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 verlängert.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014149628/19.

(140170714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

RDFP Holding 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 182.556.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil de gérance tenu en date du 17 septembre 2014

Il résulte de la réunion du Conseil de gérance tenue en date du 17 septembre 2014 que:

- Le siège social de la société est transféré du 3-7 rue Schiller L-2519 Luxembourg au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2014

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014149647/13.

(140170574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Triclinium AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 129.975.

—
Extrait de la résolution de l'actionnaire unique du 19 septembre 2014

L'Actionnaire unique décide de renouveler les mandats d'administrateurs de:

- Gianluca Ninno, né à Policoro (Italie) le 7 avril 1975, domicilié professionnellement à L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée;

- Natale Capula, né à Villa San Giovanni (Italie) le 1^{er} novembre 1961, domicilié professionnellement à L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée;

Le mandat des administrateurs ainsi renouvelés viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2014149723/17.

(140170367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Regius Group, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 173.546.

—
L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq septembre,

Les gérants décident en date du 10 septembre 2014 la nomination aux fonctions de gérant avec effet immédiat de:

- Monsieur Jason REA, né le 10 octobre 1962 à Stockport (Royaume-Uni), résidant à L-3229 Bettembourg, au 38 Cite du Soleil.

Le mandat de gérant ainsi nommé serra d'une durée indéterminée.

Les gérants décident en date du 10 septembre 2014 que les gérants sont les suivants:

- Monsieur SKRZYPCZAK Mateusz Andrzej,

- Monsieur SZEWCZUK Janusz,

- Monsieur REA Jason.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 25 septembre 2014.

Pour la société

COFICOM Trust S.à r.l.

B.P.126

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Signature

Référence de publication: 2014149645/24.

(140170379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Patron Capital Schweiz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 82.252.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149633/10.

(140170552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Starget S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 168.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STARGET S.A.

Référence de publication: 2014149704/10.

(140170390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Société de développement AGORA s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4008 Esch-sur-Alzette, Site de Belval.
R.C.S. Luxembourg B 78.126.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 8 avril 2009 au siège social de la société

Il résulte de l'assemblée,

En application de l'article 20, alinéa 2 des statuts de la société:

- L'acceptation de la démission de Monsieur Robert Dockendorf, gérant de catégorie B et Vice-Président de la société, né le 20/07/1949 à Reckange/Mess, demeurant L-4981 Reckange/Mess, 8 rue des Champs, et ce avec effet du 28 février 2009.

- La nomination de Monsieur Gilles Feider, gérant de catégorie B, né le 30/06/1965 à Luxembourg, demeurant L-2627 Luxembourg, 1 rue Jean-Pierre Thoma, en tant que Vice-Président avec effet du 24 mars 2009.

Le 8 avril 2009.

Référence de publication: 2014149675/16.

(140170718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Submarine Wells Investment Holdings S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 102.250.

Par décision du Conseil d'Administration, prise par voie circulaire le 16 septembre 2014, Madame Carola ZONI, née le 3 mai 1972 à Busto Arsizio (Italie) et résidant professionnellement à Guernsey Martello Court, Admirai Park, St. Peter Port, Guernsey GY1 3HB, a été cooptée au poste d'Administrateur avec effet au 1^{er} septembre 2014, en remplacement de Monsieur Steven D. PARROTT, Administrateur démissionnaire avec effet au 1^{er} septembre 2014.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2017.

Luxembourg, le 24 SEP. 2014.

Pour: SUBMARINE WELLS INVESTMENT HOLDINGS S.A., SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014149705/18.

(140170181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Valfrais-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9861 Roullingen, 14, Am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 82.304.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149737/9.

(140170264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

International Services Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 139.574.

Die Generalversammlung der Aktionäre hat entschieden, das Mandat des zugelassenen Wirtschaftsprüfers an die Firma Ernst & Young S.A., rue Gabriel Lippmann 7, 5365 Munsbach (RCS: B47 771) bis zur Hauptversammlung im Jahre 2015 zu vergeben.

Luxembourg, den 03.07.2014.

Référence de publication: 2014149487/11.

(140170605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Immobilière Soleil du Sud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 143.526.

Extrait du conseil d'administration tenu à Pétange en date du 21 août 2014.

Suivant la loi du 28.07.2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A- N° 161 du 14 août 2014,

Le Conseil d'Administration décide de nommer:

la société «SOCIÉTÉ DE GESTION INTERNATIONALE S.à.r.l.», expert-comptable, située à L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg et inscrite au RCS sous le numéro B77606, dépositaire des titres au porteur de la société.

Pascal WAGNER / Renée WAGNER-KLEIN / Myriam MATHIEU

Administrateur délégué / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014149481/15.

(140170330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Télé Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 188.589.

Extrait des décisions de l'associé unique de la Société datées du 24 septembre 2014

L'associé unique de la Société a décidé de requalifier le mandat de M. Joël Lacourte, gérant unique, en tant que gérant de classe A, à compter du 25 septembre 2014.

L'Associé Unique a décidé de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de classe B, à compter du 25 septembre 2014 et pour une durée indéterminée:

- Fantine Jeannon, résidant professionnellement au 412F Route d'Esch, L-1471 Luxembourg; et

- Diogo Alves de Oliveira, résidant professionnellement au 412F Route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

L'associé unique de la Société a également décidé de transférer le siège social de la Société au 412F Route d'Esch, L-1471 Luxembourg à compter du 25 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Télé Luxco S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014149711/19.

(140170555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Inalux, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 40.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014149495/10.

(140170716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Inception Wellness S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 177.174.

Je soussigné, Christophe ROUSSEAU, déclare démissionner de mon poste de gérant de la société INCEPTION WELLNESS Sarl, avec effet immédiat.

Fait à Thionville, le 24 septembre 2014.

Christophe ROUSSEAU.

Référence de publication: 2014149496/10.

(140170281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

eepi Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 120, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 94.944.

Les statuts coordonnés au 14 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014147903/11.

(140168939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Mazz Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 189.675.

Suite au contrat de transfert de parts sociales daté du 22 septembre 2014, les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

Associé	Nombre de parts
K-Real SCSp	12.500 parts sociales de classe A
15 rue Edward Steichen	1.000 parts sociales de classe B
L-2540 Luxembourg	1.000 parts sociales de classe C
	1.000 parts sociales de classe D
	1.000 parts sociales de classe E
	1.000 parts sociales de classe F
	1.000 parts sociales de classe G
	1.000 parts sociales de classe H
	1.000 parts sociales de classe I
	1.000 parts sociales de classe J

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149566/23.

(140170952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

BIL Prime Advanced, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 108.505.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147977/10.

(140169051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

CBRE Global Investment Partners Fund Series S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.904.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148017/10.

(140169097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Avago Technologies Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 156.666.

—
Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 12 mai 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 juin 2014.

Référence de publication: 2014147923/11.

(140169060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Bureau Economique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3382 Noertzange, 89, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 12.369.

—
Les statuts coordonnés au 14 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014147971/11.

(140168775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Financière Verdi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, Avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 187.420.

—
Les statuts coordonnés au 11/09/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 24/09/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014148764/12.

(140169714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Fluence S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 161.830.

L'adresse de l'administrateur unique de la société, Monsieur Cros Hervé Marcel Claude, a changé du 12, rue Bernhoeft, L-1240 Luxembourg au 74, rue Armand Campenhout, B-1050 Ixelles

L'adresse du Commissaire de la société, Madame Cros Christine, a changé du 12, rue Bernhoeft, L-1240 Luxembourg au 74, rue Armand Campenhout, B-1050 Ixelles

Un Mandataire

Référence de publication: 2014149435/12.

(140170133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Little House SA/SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 75.988.

En date du 26 juin 2014, le mandat de Maître Pierre Berna comme administrateur et président a été renouvelé.

A cette même date, Monsieur Valentino Capurso, titulaire d'un Master en comptabilité contrôle audit, avec adresse professionnelle à L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire a été nommé comme commissaire en remplacement de Monsieur Jean Thyssen démissionnaire

Leurs mandats prendront fin avec l'assemblée générale de 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Little House SA/SPF

Référence de publication: 2014149541/14.

(140170917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

F.C.D. Paris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5610 Mondorf-les-Bains, 3-5, avenue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 174.253.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des associés du 25 septembre 2014

Associés

En date du 25 septembre 2014, a eu lieu les cessions de parts sociales suivantes:

Monsieur Franco PALMIERI a cédé 50 parts sociales qu'il détenait à Monsieur Joël André JAGU, né le 16 mars 1946 à Toulon (France) demeurant L-1648 Luxembourg 40, rue Place Guillaume

Monsieur Franco PALMIERI a cédé 25 parts sociales qu'il détenait à Monsieur Jacques DURBIZE, né le 21 juin 1957 à Saint Etienne (France) demeurant F-06190 Roquebrune Cap Martin 2, avenue Notre Dame de Bon Voyage

Monsieur Franco PALMIERI a cédé 25 parts sociales qu'il détenait à Madame Sylvie PLASSE, née le 1^{er} mars 1959 à Saint Etienne (France) demeurant 3-5 avenue des Bains L-5610 Mondorf-les-Bains

Au terme de ces cessions de parts sociales, la répartition du capital de la société est la suivante:

- Monsieur Joël André JAGU détient	50 parts sociales
- Monsieur Jacques DURBIZE détient	25 parts sociales
- Madame, Sylvie PLASSE détient	25 parts sociales
Total	100 parts sociales

Gérants

L'Assemblée Générale des Associés a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Franco PALMIERI de ses fonctions de gérant avec effet immédiat

- Nomination de Madame Sylvie PLASSE, née le 1^{er} mars 1959 à Saint Etienne (France) demeurant 3-5 avenue des Bains L-5610 Mondorf-les-Bains aux fonctions de gérante, avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante unique.

Référence de publication: 2014149432/28.

(140170905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

European Investment Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 139.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149429/10.

(140170472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Fullerton Lux Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 148.899.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149449/10.

(140170537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Ferralux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 26.233.

EXTRAIT

L'adresse privée de Monsieur Aldo BECCA, associé de la société, est dorénavant à c/o Punt Ota, Via da la Stazium 12/14, 7504 Pontresina (Suisse).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2014150046/12.

(140171737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Finland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 85.097.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 25 août 2014

1. La cooptation de M. Jonathan MIGNON par les administrateurs restants en date du 20 janvier 2014 n'a pas été ratifiée

2. Mme Virginie DECONINCK, administrateur de sociétés, née à Rocourt (Belgique), le 11 octobre

1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

3. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Valérie PECHON, administrateur et présidente du conseil d'administration et de Mme Ingrid CERNICCHI, administrateur, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour FINLAND S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014149444/22.

(140170500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Cetip Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 85.002,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.525.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of September.

Before, Maître Francis Kessler, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CETIP S.A. - MERCADOS ORGANIZADOS, a public limited liability company incorporated under the law of Brazil, having its registered office at Avenue Republica do Chile, 230, 10° e 11° Andares, Centro, Rio de Janeiro, RJ, 20.031-170, Brazil, registered with the trade register of the state of Rio de Janeiro (Brazil) under number 33.300.285.601 and registered under the CNPJ/MF (taxpayers identification number) 09.358.105/0001-91

Here duly represented by Mrs Sophie Henryon, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The CETIP S.A. - MERCADOS ORGANIZADOS, prenamed (the "Sole Member"), requests the notary to act that:

I. It holds all the corporate units of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name "CETIP Lux S.à r.l.", with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B188525, in process of registration with the Luxembourg Official gazette (Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations) established pursuant to a deed of the undersigned notary dated 7 July 2014 (the "Company").

II. The Company's corporate capital is set at eighty five thousand United States dollars (USD 85,000.-), represented by eighty-five thousand (85,000) corporate units, having a par value of one United States dollar (USD 1) each.

Therefore, the appearing party, acting through its legal representative, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolves to increase the Company's share capital to the extent of two United States dollars (USD 2.-) so to raise it from its current amount of eighty-five thousand United States dollars (USD 85,000.-) to eighty-five thousand two United States dollars (USD 85,002.-) by the creation and issuance of two (2) ordinary corporate units with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the "New Ordinary Corporate Units"), issued with an aggregate share premium of two hundred six million nine hundred ninety nine thousand nine hundred ninety eight United States Dollars (USD 206,999,998.-) and vested with the same rights and obligations as the existing corporate units.

Subscription - Payment

The Sole Member, declares to subscribe for two (2) New Ordinary Corporate Units, with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, for an aggregate subscription price of two hundred seven million United States Dollars (USD 207,000,000.-) -including a share premium of two hundred six million nine hundred ninety nine thousand nine hundred ninety eight United States Dollars (USD 206,999,998.-)- and to fully pay up the subscription price by a contribution in cash of an amount of two hundred seven million United States Dollars (USD 207,000,000.-).

The aggregate contribution in cash amounts to two hundred seven million United States Dollars (USD 207,000,000.-) (the "Cash Contribution").

The amount of the Cash Contribution is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution and further to the increase in corporate capital referred above, the appearing party resolves to amend the clause 5.1 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follow:

" **5.1.** The corporate capital is set at eighty five thousand two dollars of the United States of America (USD 85,002), represented by eighty five thousand two (85,002) corporate units in registered form, having a par value of one (1) dollar of the United States of America (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up".

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present members' meeting are estimated at approximately seven thousand euro.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, in the office of the undersigned notary, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trois septembre.

Par-devant, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

CETIP S.A. - MERCADOS ORGANIZADOS, une société anonyme constituée sous les lois du Brésil, ayant son siège social au 230, Avenue Republica do Chile, 10° e 11° Andares., Centro, Rio de Janeiro, RJ, 20.031-170. Brésil, enregistrée au registre de commerce et de l'état de Rio de Janeiro (Brésil) sous le numéro 333.0028560-1 et enregistrée sous le CNPJ/MF (numéro d'identification du contribuable) 09.358.105/0001-91,

ici représentée par Mme Sophie Henryon, employée privée, demeurant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé,

Laquelle procuration, après avoir été signées «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrée avec elles.

CETIP S.A. - MERCADOS ORGANIZADOS, précitée (l'«Associé Unique»), a requis au notaire d'acter que:

I. Il détient toutes les parts sociales de la société à responsabilité limitée établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «CETIP Lux S.à r.l.», ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B188525, en cours de publication auprès du Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (la «Société»).

II. Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (85.000 USD), représenté par quatre-vingt-cinq mille (85.000) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune.

Dès lors, la partie comparante, représentée comme mentionnée ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (2 USD) pour le porter de son montant actuel de quatre-vingt-cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (85.000 USD) à quatre-vingt-cinq mille et deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (85.002 USD) par la création et l'émission de deux (2) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (1 USD) chacune (les «Nouvelles Parts Ordinaires»), émises avec une prime d'émission de deux cent six millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 206.999.998) et bénéficiant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

L'Associé Unique, précitée, déclare souscrire à deux (2) Nouvelles Parts Sociales Ordinaires d'une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (1 USD) chacune, pour un prix de souscription global de deux cent sept millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 207.000.000) - incluant une prime d'émission de deux cent six millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 206.999.998) - et libérer entièrement le prix de souscription par un apport en numéraire d'une valeur de deux cent sept millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 207.000.000).

Le montant global des apports en numéraire s'élève à deux cent sept millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 207.000.000) (l'«Apport en Numéraire»).

Le montant total de l'Apport en Numéraire est désormais à la libre disposition de la Société, ce dont la preuve a été apportée au notaire soussigné.

Deuxième résolution

Comme conséquence de la résolution précédente, et suite à l'augmentation de capital social tel que défini ci-avant, la partie comparante décide de modifier la clause 5.1 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« 5.1. Le capital social est fixé à quatre-vingt-cinq mille et deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (85.002 USD), représenté par quatre-vingt-cinq mille et deux (85.002) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept mille Euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire soussigné, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ledit mandataire signe ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils le 4 septembre 2014. Relation: EAC/2014/11851. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014146627/127.

(140166884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Golden Eagle Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: MXN 231.641.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 175.924.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of September,

Before us Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, replacing her currently absent colleague, Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain in charge of the original of this deed.

THERE APPEARED:

The company Toucan Investments Ltd., a corporation duly incorporated and existing under the laws of the Province of Alberta, Canada, having its Corporate Access Number: 2017253051 and with its registered office at 450-1st Street S.W., Calgary, Alberta T2P 5H1 (hereafter referred to as the "Sole Shareholder");

duly represented by Ms. Laurence Licata, lawyer, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal in Calgary (Canada), dated 08 September 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here above, asked the notary to state that it is the sole shareholder ("Sole shareholder"), holding all the issued and existing thirty-eight thousand three hundred twenty-one (38,321) ordinary shares ("Ordinary Shares") and the one hundred eighty-one thousand three hundred eighty-four (181,384) Class A mandatory redeemable preferred shares (the "Class A MRPS"), representing the entire share capital of the company Golden Eagle Energy S.à r.l., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg under the number B 175924, having its registered address at L-1610 Luxembourg, 8-10 Avenue de la Gare, incorporated pursuant to a deed received by Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, on 27 February 2013, published on 16 May 2013 in the official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), number 1154, page 55373 (hereinafter referred to as the "Company").

The articles of the Company were amended for the last time pursuant to a deed received by Maître Jean-Paul MEYERS, prenamed, on 16 July 2014, not yet published in the official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

Such appearing party, represented as stated here above, in its capacity as Sole Shareholder of the Company, then asked the notary to state its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the share capital of the Company by an amount of eleven million nine hundred thirty-six thousand Mexican Pesos (MXN 11,936,000.-) to bring it from its present amount of two hundred nineteen million seven hundred five thousand Mexican Pesos (MXN 219,705,000.-) represented by (i) thirty-eight thou-

sand three hundred twenty-one (38,321) Ordinary Shares with a nominal value of one thousand Mexican Pesos (MXN 1,000.-) each and (ii) one hundred eighty-one thousand three hundred eighty-four (181,384) Class A MRPS with a nominal value of one thousand Mexican Pesos (MXN 1,000.-) each, to the amount of two hundred thirty-one million six hundred forty-one thousand Mexican Pesos (MXN 231,641,000.-) represented by (i) thirty-eight thousand three hundred twenty-one (38,321) Ordinary Shares with a nominal value of one thousand Mexican Pesos (MXN 1,000.-) each and (ii) one hundred ninety-three thousand three hundred twenty (193,320) Class A MRPS with a nominal value of one thousand Mexican Pesos (MXN 1,000.-) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to issue eleven thousand nine hundred thirty-six (11,936) Class A MRPS with a nominal value of one thousand Mexican Pesos (MXN 1,000.-) each. The eleven thousand nine hundred thirty-six (11,936) new Class A MRPS shall be issued with an aggregate share premium of one billion one hundred eighty-one million six hundred sixty-four thousand Mexican Pesos (MXN 1,181,664,000.-). The issued Class A MRPS will have the rights and obligations as described in the Company's articles of association.

Subscription and payment

The Sole Shareholder declared subscribing for the newly issued Class A MRPS, and paying up such newly issued Class A MRPS and attached aggregate share premium by a contribution in cash in the total amount of one billion one hundred ninety-three million six hundred thousand Mexican Pesos (MXN 1,193,600,000.-).

Evidence of the payment was brought to the notary by a bank certificate confirming that the whole amount has been made available to the Company.

The share premium paid on the newly issued Class A MRPS shall be booked in the Class A MRPS share premium account (the "Class A MRPS Share Premium Account") specific to the Class A MRPS and such share premium shall remain attached to the Class A MRPS.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to reduce the Class A MRPS Share Premium Account by an amount of one million one hundred ninety-three thousand six hundred Mexican Pesos (MXN 1,193,600.-) and to allocate such amount to the Company's legal reserve account.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the first sentence of article 5.1 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The Company's share capital is set at two hundred thirty-one million six hundred forty-one thousand Mexican Pesos (MXN 231,641,000.-) divided into (i) thirty-eight thousand three hundred twenty-one (38,321) ordinary shares ("Ordinary Shares") and (ii) one hundred ninety-three thousand three hundred twenty (193,320) Class A mandatory redeemable preferred Shares (the "Class A MRPS").”

Estimate of costs

For information purposes only, the amount of one billion one hundred ninety-three million six hundred thousand Mexican Pesos (MXN 1,193,600,000.-) is equivalent to ninety-one million two hundred forty-four thousand seven hundred fifty-three United States Dollars and ninety-six United States Cents (USD 91,244,753.96), based on the exchange rate set by the Mexican central bank, Banco de Mexico, for payments to be made on 10 September 2014.

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately five thousand Euros.

Power

The above appearing party(ies) hereby give(s) power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After having read the present deed to the proxy holder, acting as said before, known to the notary by her name, surname, civil status and residence, the said proxy holder has signed with us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix septembre,

Par devant, Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, actuellement empêché, lequel aura la garde de la présente minute.

A COMPARU:

La société Toucan Investments Ltd., une société valablement constituée et existant sous les lois de la Province d'Alberta, Canada, ayant le numéro d'accès social 2017253051 et son siège social au c/o 450-1st Street S.W., Calgary, Alberta, Canada, T2P 5H1 (ci-après l'"Associé Unique"),

Ici dûment représentée par Melle Laurence Licata, avocat, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Calgary (Canada) le 8 septembre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, représentée comme décrite ci-dessus, a demandé au notaire de constater qu'elle est l'associé unique détenant à elle seule les trente-huit mille trois cent vingt et une (38.321) parts ordinaires émises et existantes (ci-après les "Parts Ordinaires") et les cent quatre-vingt-un mille trois cent quatre-vingt-quatre (181.384) parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A (les "PPOR A"), représentant l'intégralité du capital social de la société Golden Eagle Energy S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 175924, ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 8-10 Avenue de la Gare, constituée par acte reçu de Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, le 27 février 2013, publié en date du 16 mai 2013 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1154, page 55373 (ci-après la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire Maître Jean-Paul MEYERS, préqualifié, le 16 juillet 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La prédite comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'associé unique de la Société, a requis le notaire d'acter ses résolutions comme suit:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de onze millions neuf cent trente-six mille Pesos Mexicains (MXN 11.936.000,-) pour le porter de son montant actuel de deux cent dix-neuf millions sept cent cinq mille Pesos Mexicains (MXN 219,705,000,-) représenté par (i) trente-huit mille trois cent vingt et une (38.321) Parts Ordinaires ayant une valeur nominale de mille Pesos Mexicains (MXN 1.000,-) chacune et, (ii) cent quatre-vingt-un mille trois cent quatre-vingt-quatre (181.384) PPOR A ayant une valeur nominale de mille Pesos Mexicains (MXN 1.000,-) chacune, à un montant de deux cent trente et un millions six cent quarante et un mille Pesos Mexicains (MXN 231.641.000,-), représenté par (i) trente-huit mille trois cent vingt et une (38.321) Parts Ordinaires ayant une valeur nominale de mille Pesos Mexicains (MXN 1.000,-) chacune et (ii) cent quatre-vingt-treize mille trois cent vingt (193.320) PPOR A ayant une valeur nominale de mille Pesos Mexicains (MXN 1.000,-) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'émettre onze mille neuf cent trente-six (11.936) PPOR A ayant chacune une valeur nominale de mille Pesos Mexicains (MXN 1.000,-). Les onze mille neuf cent trente-six (11.936) PPOR A sont émises avec une prime d'émission d'un montant total d'un milliard cent quatre-vingt-un millions six cent soixante-quatre mille Pesos Mexicains (MXN 1.181.664.000,-). Les PPOR A nouvellement émises auront les droits et obligations décrits aux statuts de la Société.

Souscription et paiement

L'Associé Unique a déclaré souscrire aux PPOR A nouvellement émises et payer ces PPOR A et la prime d'émission rattachée par un apport en numéraire d'un montant total d'un milliard cent quatre-vingt-treize millions six cent mille Pesos Mexicains (MXN 1.193.600.000,-).

Il résulte de la souscription et du paiement ci-dessus que le montant total est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il l'a été prouvé au notaire instrumentant par un certificat bancaire.

La prime d'émission payée en relation avec les PPOR A nouvellement émises sera comptabilisée dans le compte de prime d'émission des PPOR A (ci-après le "Compte de Prime d'Emission des PPOR A") spécifique à la catégorie des PPOR A et cette prime d'émission restera rattachée aux PPOR A.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de réduire le Compte de Prime d'Emission des PPOR A d'un montant d'un million cent quatre-vingt-treize mille six cents Pesos Mexicains (MXN 1.193.600,-) et d'allouer ce montant au compte de la réserve légale de la Société.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier la première phrase de l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social est fixé à deux cent trente et un millions six cent quarante et un mille Pesos Mexicains (MXN 231.641.000,-) représenté par (i) trente-huit mille trois cent vingt et une (38.321) parts ordinaires (ci-après les "Parts Ordinaires"), et (ii) cent quatre-vingt-treize mille trois cent vingt (193.320) parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A (ci-après les "PPOR A")."

Estimation des frais

A titre d'information uniquement, le montant d'un milliard cent quatre-vingt-treize millions six cent mille Pesos Mexicains (MXN 1.193.600.000,-) est équivalent à quatre-vingt-onze millions deux cent quarante-quatre mille sept cent cinquante-trois Dollars Américains et quatre-vingt-seize centimes (USD 91.244.753,96), sur base du taux de change fixé par la Banque Centrale de Mexico pour les paiements au 10 Septembre 2014.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de la présente sont estimés à approximativement cinq mille Euros.

Pouvoirs

Le(s) comparant(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout cleric et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: Licata, Léonie Grethen.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 septembre 2014. Relation: RED/2014/2013. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 18 septembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014145524/175.

(140166038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Strategic Holdings III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.254.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of August,

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

BI-Invest Master Fund, SICAV SIF, a Luxembourg multicompartment investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable-SICAV) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.313 (the Fund), represented by BI-Invest S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 144.122, acting in its capacity of managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund,

hereby represented by Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Corporate object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Strategic Holdings III S.à r.l.”(the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management (as general partner or otherwise) and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. In the framework of its activity, the Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by one hundred twenty-five thousand (125,000) shares in registered form, having a par value of ten eurocent (EUR 0.10) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the Board

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by any manager, acting individually, under its/his/her sole signature.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated in accordance with the provisions of article 8.1 (ii) above.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions if there are no more than twenty-five (25) shareholders (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Statutory auditor (commissaire) and independent auditor (réviseur d'entreprises agréé).

14.1. In accordance with article 200 of the Law, the Company needs to be audited by a statutory auditor (commissaire) only if it has more than twenty-five (25) shareholders. An independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) shall be appointed whenever the exemption provided by article 69(2) of the law of December 19, 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies, as amended, does not apply.

14.2. The shareholders appoint the statutory auditors (commissaires) and independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditors (commissaires) and independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be declared and distributed by the Board, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2014.

Subscription and payment

The Fund, BI-Invest Master Fund, SICAV SIF, represented as stated above, subscribes to one hundred twenty-five thousand (125,000) shares in registered form, having a par value of ten eurocent (EUR 0.10) each, and agrees to pay them in full by way of a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Fund, being the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Eckart Vogler, company manager, born on October 24, 1970 in Bremen (Germany), residing professionally at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Mrs. Virginie Boussard, company manager, born on July 17, 1977 in Strasbourg (France), residing professionally at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois d'août,

Par devant, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

BI-Invest Master Fund, SICAV SIF, une société d'investissement à capital variable-SICAV organisée en tant que fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société en commandite par actions, ayant son siège social sis au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.313 (le Fonds), représentée par BI-Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.122, agissant en sa qualité d'associé gérant commandité du Fonds,

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, de résidence professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet social -Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Strategic Holdings III S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion (en tant que commandité ou autrement) et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition

et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. Dans le cadre de ses activités, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de dix cents (EUR 0,10) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Le Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du Conseil

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par un gérant, agissant individuellement, sous sa seule signature.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués conformément aux dispositions de l'article 8.1 (ii) ci-dessus.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25) associés (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée

Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices -Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Commissaire et réviseur d'entreprises agréé.

14.1. Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société doit être auditée par un commissaire seulement lorsque le nombre d'associés excède vingt-cinq (25) associés. Un réviseur d'entreprises agréé doit être nommé dès que l'exemption prévue par l'article 69(2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, telle que modifiée, ne s'applique pas.

14.2. Les associés nomment les commissaires et réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires et réviseurs d'entreprises agréés sont rééligibles.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être déclarés et distribués par le Conseil, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Le Fonds, BI-Invest Master Fund, SICAV SIF, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de dix cents (EUR 0,10) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400.-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le Fonds, étant l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Eckart Vogler, gérant, né le 24 octobre 1970 à Brême (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Mme Virginie Boussard, gérante, née le 17 juillet 1977 à Strasbourg (France), ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: G. Saggi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41638. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145754/502.

(140165706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Pioneer CIM, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

Art. 1. Objective. The investment fund (fonds commun de placement) "PIONEER CIM" (the "Fund") offers easy access to the international financial markets, the financial advantage of acquiring a block of securities, portfolio diversification and therefore the spreading of risks; it frees the investor from the administrative tasks associated with direct investments, and allows him to benefit from professional management.

The Fund, which is an organised joint-holding of transferable securities, is regulated under Part I of the Law dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (hereinafter the "Law") and by these Management Regulations.

The Fund has been established for an unlimited period and amount. The net assets of the Fund may not be less than EUR 1,250,000.

The Management Company makes available to the investors ("Unitholders") several portfolios (the "Sub-Funds") made up of separate pools of assets with different objectives and each representing a pool of assets and specific commitments. The Fund is in the form of a fonds commun de placement with multiple Sub-Funds.

The Fund, with its various Sub-Funds, is a single legal entity. However, the assets of a specific Sub-Fund are only responsible for the debts, commitments and obligations of that Sub-Fund. In the relations of the Unitholders to each other, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Within each Sub-Fund, the Management Company may establish one or more different classes of units ("Classes"), distinguished in particular by different rights and fees or by their distribution policy. In such a case, all the provisions outlined in these Management Regulations apply mutatis mutandis to these Classes.

Art. 2. Investment Restrictions, Techniques and Instruments. The investment policy of each Sub-Fund of the Fund falls within the competence of the Board of Directors of the Management Company; it shall consist of seeking the greatest possible diversification of political, monetary, geographic and sector risks.

The Management Company may, if it sees fit, be assisted by investment managers and/or investment advisers whose remuneration is within its exclusive responsibility.

The capital pooled by the Unitholders in a Sub-Fund of the Fund will be invested in securities and money-market instruments, taking into account the following provisions:

I. Investment Restrictions:

1) Permitted Investments

The investments of each Sub-Fund of the Fund must comprise of one or more of the following assets:

a) transferable securities and money-market instruments admitted to or dealt in on a regulated market, as defined by the Law;

b) transferable securities and money-market instruments listed on or dealt in on another regulated market in a Member State of the EU which operates regularly and is recognised and open to the public;

c) transferable securities and money-market instruments which are either admitted to official listing on a stock exchange or which are dealt in on another regulated market which operates regularly, is recognised and open to the public in any other country in Europe, the United States of America, Asia, Oceania or Africa;

d) newly issued transferable securities and money-market instruments provided that the terms of issue include the commitment that the application for admission to an official listing on a securities exchange as specified in a) and c) or another regulated market which operates regularly, is recognised and open to the public as specified in b) and c), is presented and admission is obtained no later than one year after the Issue;

e) shares or units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC (including units issued by one or several other Sub-Funds of the Fund and shares or units of a master fund qualifying as a UCITS, which shall neither itself be a feeder fund, nor hold shares or units of a feeder fund) and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2), points a) and b) of Directive 2009/65/EC, should they be established in a Member State of the EU or not, provided that:

- these other UCIs are subject in their country of origin to supervision equivalent to that provided by European legislation and they cooperate with the Luxembourg supervisory authority (guarantees of cooperation);

- that the level of protection afforded to unitholders of these UCIs are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC, in particular regarding the rules on assets segregation, borrowing, lending and short sales of transferable securities and money-market instruments;

- that these UCIs prepare detailed semi-annual and annual reports to enable an assessment of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- that these UCIs (other than a master fund) themselves invest no more than 10% of their assets in other UCIs according to their constitutional documents;

f) deposits with a credit Institution which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and with a maturity of less than or equal to 12 months. The credit institution must be located in an EU Member State, or be subject to prudential regulations considered by the Luxembourg supervisory authority to be equivalent to European standards;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market or traded over-the-counter, provided that:

- the underlying consists of instruments covered by this point l) 1), financial indices, Interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Funds may invest according to the investment objective of each Sub-Fund;

- the instruments are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair market value at the Fund's initiative;

- the counterparties are institutions which are subject to prudential supervision equivalent to that exercised in Luxembourg;

- under no circumstances shall these operations cause the Sub-Fund to diverge from its investment objective;

h) money-market instruments which are not traded on a regulated market or on another regulated market referred to under b) and c) above, provided that the issuer or the issuers of such instruments are subject to regulations aimed at protecting investors and savings, and provided that such instruments are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or by a central bank of an EU Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, another State or, in case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more EU Member States belong, or

- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets or on other regulated markets referred to in (a), (b) or (c) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by the European legislation, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority to be at least as stringent as those laid down by European legislation, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the Luxembourg supervisory authority provided that investments in such Instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euro (EUR 10,000,000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with directive 78/660/EEC, is an entity which, within a Group of Companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

i) In addition, the investment policy of a Sub-Fund may replicate the composition of an index or securities or debt securities' in compliance with the Grand-Ducal Regulation of 8 February 2008.

2) However, each Sub-Fund of the Fund:

- shall not invest more than 10% of its assets in transferable securities and money-market instruments other than those referred to under point l) 1) above;

- shall not acquire either precious metals or certificates representing them;

- may borrow up to 10% of its assets, provided that such borrowings are made only on a temporary basis. Collateral arrangements with respect to the writing of options or the purchase or sale of forward or futures contracts are not deemed to constitute "borrowings" for the purpose of this restriction; and

- may acquire foreign currency by means of a back-to-back loan.

3) Each Sub-Fund may hold ancillary liquid assets.

4) a) - a Sub-Fund may invest no more than 10% of its assets in transferable securities or money-market instruments issued by a single issuer;

- a Sub-Fund may not invest more than 20% of its assets in deposits made with a single entity;

- the risk exposure of a Sub-Fund to a counterparty in an OTC derivative transaction may not exceed 10% of its assets when the counterparty is a credit institution referred to in paragraph l) f) above; or 5% of its assets in the other cases;

b) the total value of the transferable securities and money-market instruments held by the Sub-Fund in the issuing entities in each of which it invests more than 5% of its assets must not exceed 40% of the value of its assets. This limitation does not apply to deposits and OTC derivative transactions made with financial institutions subject to prudential supervision;

Notwithstanding the individual limits laid down in paragraph l) 4) a) above, a Sub-Fund may not combine, where this would lead to investing more than 20% of its assets in a single body, any of the following:

- investments in transferable securities or money-market instruments issued by that body;

- deposits made with that body, and/or

- exposures arising from OTC derivative transactions undertaken with that body.

c) the limit of 10% laid down in point l) 4) a) above may be increased to a maximum of 35% in respect of transferable securities or money-market instruments which are issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by non-Member State of the EU or by public international bodies of which one or more EU Member States are members;

d) The limit of 10% under point l) 4) a) above may be raised to a maximum of 25% for various debt securities issued by credit institutions whose registered office is situated in an EU Member State and subject by virtue of law, to particular public supervision for the purpose of protecting the holders of such debt securities. In particular, the amounts resulting from the issue of such debt securities must be invested, in accordance with the law, in assets which sufficiently cover, during the whole period of validity of such debt securities, the liabilities arising therefrom and which are assigned to the preferential repayment of capital and accrued interest in the case of default by the issuer.

If a Sub-Fund invests more than 5% of its net assets in the bonds listed above issued by a single issuer, the total value of these investments may not exceed 80% of the asset value of the Sub-Fund.

e) The transferable securities and money-market instruments referred to in paragraphs 4) c) and d) above shall not be taken into account for the purpose of applying the limit of 40% referred to in point l) 4) b) above.

The limits set out in points l) 4) a), b) c) and d) may not be aggregated and, accordingly, investments in transferable securities or money-market instruments issued by a single entity, in deposits or derivative instruments made with this entity carried out in accordance with points l) 4) a), b) c) and d) may not, in any event, exceed a total of 35% of the assets of the Sub-Fund in question.

Companies which are included in the same group for the purposes of consolidated accounts, as defined in accordance with Directive 83/349/EEC or in accordance with recognised international accounting rules, are regarded as a single body for the purpose of calculating the limits contained in this point l) 4).

A Sub-Fund may invest in aggregate up to 20% of its assets in transferable securities and money-market instruments with the same group.

5) In derogation of the restrictions provided for under point l) 4) above, each Sub-Fund is authorised to invest, in accordance with the principle of risk spreading, up to 100% of its assets in different issues of transferable securities and money-market instruments issued or guaranteed by (i) a Member State of the EU, its local authorities or a public international body of which one or more Member State(s) of the EU are member(s), (ii) any OECD member state or any member country of the G-20, or (iii) Singapore or Hong Kong, provided that (i) such securities are part of at least six different issues and (ii) the securities belonging to any one issue may not exceed 30% of its assets.

6) In derogation of this, for Sub-Funds whose investment policy is to replicate an index of equities or bonds (hereinafter "benchmark"), the limits provided for in Section l) 4) above are raised to a maximum of 20% for investment in equities and/or debt securities issued by a single entity, provided that:

- its composition is sufficiently diversified;
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;
- the index is published in an appropriate manner.

The limit of 20% mentioned above is increased to 35% for a single issuer if the security or money-market instrument in question is dominant in the benchmark. For the same Sub-Funds, the restrictions under points l) 4) b) c) and 5) are not applicable.

7) a) No Sub-Fund may invest more than 20% of its assets in the units of a single UCITS or other UCI; (unless it is acting as a Feeder in accordance with the provisions of Chapter 9 of the Law). A Sub-Fund acting as a Feeder shall invest at least 85% of its assets in the shares or units of its Master. A Sub-Fund acting as a Master shall not itself be a Feeder nor hold shares or units in a Feeder.

For the purpose of the application of these investment limits, each sub-fund of a UCI with multiple sub-funds within the meaning of Article 181 of the Law is to be considered as a separate issuer provided that the principle of segregation of the obligations of the various sub-funds vis-a-vis third parties is ensured. Investments made in units of UCIs other than UCITS may not in aggregate exceed 30% of the assets of a Sub-Fund.

When a Sub-Fund has acquired units of UCITS and/or other UCIs, the assets of the respective UCITS or other UCIs do not have to be combined for the purposes of the limits laid down in l) 4), 6) and 7).

b) When a Sub-Fund invests in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding, that management company or other company may not charge subscription or redemption fees on account of the Sub-Fund's investment in the units of such other UCITS and/or other UCIs.

c) A Sub-Fund that invests a substantial proportion of its assets in other UCITS and/or other UCIs shall disclose in the relevant Sub-Fund's part of this Prospectus the maximum level of the management fees that may be charged both to the Sub-Fund itself and to the other UCITS and/or other UCIs in which it intends to invest. In its annual report, the Fund shall indicate the maximum proportion of management fees charged both to the Sub-Fund itself and to the UCITS and/or other UCIs in which it invests.

A Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold Units to be issued or issued by one or more other Sub-Fund(s) of the Fund under the condition that:

- the target Sub-Funds do not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in these target Sub-Funds;
- no more than 10% of the assets of the target Sub-Funds which acquisition is contemplated may be invested in aggregate in Units of other target Sub-Funds;
- in any event, for as long as these Units are held by the Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Fund for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law; and
- there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target Sub-Funds, and these target Sub-Funds.

8) a) The Management Company, on behalf of the fonds communs de placement which it manages and which fall within the scope of Part I of the Law, may not acquire any shares carrying voting rights which would enable it to exercise significant influence over the management of an Issuer;

b) In addition, the Fund as a whole may acquire no more than:

- 10% of non-voting shares of the same issuer;
- 10% of the bonds of the same issuer;
- 10% of the money-market instruments of any single issuer;
- 25% of the shares or units of the same undertaking for collective investment.

The limits laid down in the second, third and fourth indents of point b) above may be disregarded at the time of acquisition if at that time the gross amount of the debt securities or of the money-market instruments, or the net amount of the securities in issue cannot be calculated.

c) The limits set out in points l) 8) a) and b) above do not apply to:

- transferable securities and money-market instruments issued or guaranteed by an EU Member State or its local authorities;

- transferable securities and money-market instruments issued or guaranteed by a non-Member State of the EU;

- transferable securities and money-market instruments issued by public international bodies of which one or more EU Member States are members;

- shares held by the Fund in the capital of a company incorporated in a non-Member State of the EU which invests its assets primarily in the securities of issuers in that State, where under the legislation of that State such a holding represents the only way in which the relevant Fund can invest in the securities of issuers of that State. This exception, however, is applicable only if the investment policy of the company of the non-Member State of the EU complies with the limits set out under points l) 4) and 7) and point l) 8) (a) and (b). If the limits stated in points l) 4) and l) 7) are exceeded, point l) 13) shall apply *mutatis mutandis*.

- the shares held by the Fund in the capital of subsidiary companies carrying on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, in regard to the repurchase of units at unitholders' request exclusively on their behalf;

- units or shares of a Master held by a Sub-Fund acting as Feeder in accordance with Chapter 9 of the Law.

9) Each Sub-Fund may borrow up to 10% of the value of its net assets provided such borrowing is on a temporary basis.

10) No Sub-Fund may grant loans or act as guarantor on behalf of third parties, or carry out uncovered sales of transferable securities and money-market instruments provided this shall not prevent the lending of securities in accordance with applicable laws and regulations (as described further in "Securities Lending and Borrowing Transactions" below).

11) No Sub-Fund may invest in real estate or any option, right or interest therein, provided that investments may be made in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

12) No Sub-Fund may acquire commodities or precious metals or certificates representative thereof provided that transactions in foreign currencies, financial instruments, indices or Transferable Securities as well as futures and forward contracts, options and swaps on such foreign currencies, financial instruments, indices or Transferable Securities thereon are not considered to be transactions in commodities for the purpose of this restriction.

13) When the maximum percentages in this point l) are exceeded, regardless of whether it is intentional on the part of the Fund or as a result of the exercise of rights attached to securities in the portfolio, the Fund must adopt, as a priority objective, sales transactions for the remedying of that situation, taking due account of the interests of the Unitholders.

II. Swap Agreements and Efficient Portfolio Management Techniques:

Each Sub-Fund of the Fund is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money-market instruments or other types of underlyings, provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management, duration management and hedging purposes as well as for investment purposes. The use of derivatives is subject to compliance with the conditions and limits set out in point "I. Investment restrictions" of this Article.

Under no circumstances shall these operations cause a Sub-Fund to diverge from its investment objectives and risk profiles as laid down in the Prospectus of the Fund.

1. Swap Agreements

Some Sub-Funds of the Fund may enter into Credit Default Swaps.

A Credit Default Swap is a bilateral financial contract in which one counterparty (the protection buyer) pays a periodic fee in return for a contingent payment by the protection seller following a credit event of a reference issuer. The protection buyer acquires the right to sell a particular bond or other designated reference obligations issued by the reference issuer for its par value or the right to receive the difference between the par value and the market price of the said bond or other designated reference obligations when a credit event occurs. A credit event is commonly defined as bankruptcy, insolvency, receivership, material adverse restructuring of debt, or failure to meet payment obligations when due.

Provided it is in its exclusive interest, the Fund may sell protection under Credit Default Swaps (individually a "Credit Default Swap Sale Transaction", collectively the "Credit Default Swap Sale Transactions") in order to acquire a specific credit exposure.

In addition, the Fund may, provided it is in its exclusive interest, buy protection under Credit Default Swaps (individually a "Credit Default Swap Purchase Transaction", collectively the "Credit Default Swap Purchase Transactions") without holding the underlying assets.

Such swap transactions must be effected with first class financial institutions specialising in this type of transaction and executed on the basis of standardised documentation such as the International Swaps and Derivatives Association (ISDA) Master Agreement.

In addition, each Sub-Fund of the Fund must ensure to guarantee adequate permanent coverage of commitments linked to such Credit Default Swap to always be in a position to honour redemption requests from Investors.

Some Sub-Funds of the Fund may enter into other types of swap agreements such as total return swaps, Interest rate swaps, equity index swaps, swaptions and inflation-linked swaps with counterparties duly assessed and selected by the Management Company that are first class institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the Luxembourg supervisory authority.

2. Efficient Portfolio Management Techniques

Any Sub-Fund may enter into efficient portfolio management techniques, including securities lending and borrowing and repurchase and reverse repurchase agreements, where this is in the best interests of the Sub-Fund and in line with its investment objective and investor profile, provided that the applicable legal and regulatory rules are complied with:

Securities Lending and Borrowing Transactions

Any Sub-Fund may enter into securities lending and borrowing transactions provided that it complies with the following rules:

(i) The Sub-Fund may only lend or borrow securities through a standardised system organised by a recognised clearing institution, through a lending program organised by a financial institution or through a first class financial institution specialising in this type of transaction, subject to the prudential supervision rules which are considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to those provided by European legislation.

(ii) As part of lending transactions, the Sub-Fund must receive a guarantee of a value which, during the lifetime of the lending agreement, must be at any time at least 90% of the value of the securities lent.

(iii) The Sub-Fund must ensure that the volume of the securities lending transactions is kept at an appropriate level or that it is entitled at all times to request the return of the securities lent in a manner that enables it, at all times, to meet its redemption obligations and that these transactions do not jeopardise the management of the Sub-Fund's assets in accordance with its investment policy.

(iv) The Sub-Fund shall ensure that it is able at any time to recall any security that has been lent out or terminate any securities lending agreement into which it has entered.

(v) The securities borrowed by the Sub-Fund may not be disposed of during the time they are held by this Sub-Fund, unless they are covered by sufficient financial instruments which enable the Sub-Fund to reconstitute the borrowed securities at the close of the transaction.

(vi) The Sub-Fund may borrow securities under the following circumstances in connection with the settlement of a sale transaction: (a) during a period the securities have been sent out for re-registration; (b) when the securities have been loaned and not returned in time; (c) to avoid a failed settlement when the Depositary fails to make delivery; and (d) as a technique to meet its obligation to deliver the securities being the object of a repurchase agreement when the counterparty to such agreement exercises the right to repurchase these securities, to the extent such securities have been previously sold by the Sub-Fund.

Securities Repurchase and Reverse Repurchase Agreements

Any Sub-Fund may, on an ancillary or a principal basis, as specified in the description of its investment policy disclosed in the sales documents of the Fund, enter into repurchase and reverse repurchase agreement transactions which consist of a forward transaction at the maturity of which:

- The seller (counterparty) has the obligation to repurchase the asset sold and the Sub-Fund has the obligation to return the asset received under the transaction. Securities that may be purchased in reverse repurchase agreements are limited to those referred to in the CSSF Circular 08/356 dated 4 June 2008 and they must conform to the relevant Sub-Fund's investment policy; or

- The Sub-Fund has the obligation to repurchase the asset sold and the buyer (the counterparty) the obligation to return the asset received under the transaction.

A Sub-Fund may only enter into these transactions if the counterparties in such transactions are subject to prudential supervision rules considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to those provided by European legislation.

A Sub-Fund must take care to ensure that the value of the reverse repurchase or repurchase agreement transactions is kept at a level such that it is able, at all times, to meet its redemption obligations towards its Unitholders

A Sub-Fund that enters into a reverse repurchase transaction must ensure that it is able at any time to recall the full amount of cash or to terminate the reverse repurchase agreement.

A Sub-Fund that enters into a repurchase agreement must ensure that it is able at any time to recall any securities subject to the repurchase agreement or to terminate the repurchase agreement into which it has entered.

Fixed-term repurchase and reverse repurchase agreements that do not exceed seven days shall be considered as arrangements on terms that allow the assets to be recalled at any time by the Sub-Fund.

In its financial reports, the Fund must provide for each Sub-Fund separate Information on the total amount of ongoing operations for purchase transactions and securities repurchase and reverse repurchase agreements at the reference date of the reports in question.

This also applies to securities purchase transactions including those closed simultaneously through a forward sale of those same securities and known under the name "Repurchase Agreement" in the United States and "Pronti contra Termine" in Italy.

3. Management of Collateral

The risk exposures to a counterparty arising from OTC financial derivative transactions and efficient portfolio management techniques shall be combined when calculating the counterparty risk limits provided for under item I. 4) above.

Where a Sub-Fund enters into OTC financial derivative transactions and efficient portfolio management techniques, all collateral used to reduce counterparty risk exposure shall comply with the following criteria at all times:

a) any collateral received other than cash shall be highly liquid and traded on a regulated market or multilateral trading facility with transparent pricing in order that it can be sold quickly at a price that is close to pre-sale valuation. Collateral received shall also comply with the provisions of item I. 8) above.

b) collateral received shall be valued in accordance with the rules of Article 9 hereof on at least a daily basis. Assets that exhibit high price volatility shall not be accepted as collateral unless suitably conservative haircuts are in place.

c) collateral received shall be of high quality.

d) the collateral received shall be issued by an entity that is independent from the counterparty and is expected not to display a high correlation with the performance of the counterparty.

e) collateral shall be sufficiently diversified in terms of country, markets and issuers. The criterion of sufficient diversification with respect to issuer concentration is considered to be respected if the Sub-Fund receives from a counterparty of efficient portfolio management and over-the-counter financial derivative transactions a basket of collateral with a maximum exposure to a given issuer of 20% of its net asset value. When a Sub-Fund is exposed to different counterparties, the different baskets of collateral should be aggregated to calculate the 20% limit of exposure to a single issuer. By way of derogation, a Sub-Fund may be fully collateralised in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, one or more of its local authorities, a third country, or a public international body to which one or more EU Member States belong. Such a Sub-Fund should receive securities from at least six different issues, but securities from any single issue should not account for more than 30% of the Sub-Fund's net asset value. Sub-Funds that intend to be fully collateralised in these securities as well as the identity of the EU Member States, third countries, local authorities, or public international bodies issuing or guaranteeing these securities will be disclosed in the Prospectus.

f) Where there is a title transfer, the collateral received shall be held by the Depositary. For other types of collateral arrangement, the collateral can be held by a third party custodian which is subject to prudential supervision, and which is unrelated to the provider of the collateral.

g) Collateral received shall be capable of being fully enforced by the relevant Sub-Fund at any time without reference to or approval from the counterparty.

h) Non-cash collateral received shall not be sold, re-invested or pledged.

i) Cash collateral received shall only be:

- placed on deposit with entities as prescribed in I. 1) f) above;

- invested in high-quality government bonds;

- used for the purpose of reverse repurchase transactions provided the transactions are with credit institutions subject to prudential supervision and the Sub-Fund is able to recall at any time the full amount of cash on accrued basis;
- invested in short-term money market funds as defined in the "Guidelines on a Common Definition of European Money Market Funds".

Re-invested cash collateral shall be diversified in accordance with the diversification requirements applicable to non-cash collateral.

Art. 3. Risk Management. The Fund must employ a risk-management process which enables it to monitor and measure at any time the risk of the positions in its portfolios, the use of efficient portfolio management techniques, the management of collateral and their contribution to the overall risk profile of each Sub-Fund.

In relation to financial derivative instruments the Fund must employ a process for accurate and independent assessment of the value of OTC derivatives and the Fund shall ensure for each Sub-Fund that its global risk exposure relating to financial derivative instruments does not exceed the total net value of its portfolio.

The global risk exposure is calculated taking into account the current value of the underlying assets, the counterparty risk, future market movements and the time available to liquidate the positions.

The Fund may use Value at Risk ("VaR") and/or, as the case may be, commitments methodologies depending on the Sub-Fund concerned, in order to calculate the global risk exposure of each relevant Sub-Fund and to ensure that such global risk exposure relating to financial derivative instruments does not exceed the total Net Asset Value of such Sub-Fund.

Each Sub-Fund may, according to its investment policy and within the limits laid down in Articles 2. I. and 2. II Invest in financial derivative instruments provided that the exposure to the underlying assets does not exceed in aggregate the investment limits laid down in Article 2 I. herein.

When a Sub-Fund invests in index-based financial derivative Instruments, these investments do not necessarily have to be combined to the limits laid down in point I "Investment restrictions" of Article 2 of these Management Regulations.

When a transferable security or money-market instrument embeds a financial derivative instrument, the latter must be taken into account when complying with the provisions of this Article.

Art. 4. Management Company. Pioneer Investment Management SGRpA is a Milan based "Società di Gestione del Risparmio per Azioni" (asset management company under the form of a public limited company) under Italian law acting as management company (the "Management Company") of the Fund PIONEER CIM for account of the Unitholders and in conformity with the Management Regulations.

The Management Company may act on its own behalf and on behalf of the Unitholders. It may undertake all acts of administration and in particular management, including but not restricted or limited to, buying, selling, purchasing, subscribing exchanging or receiving any securities and exercising all rights attaching directly or indirectly to the assets of a Sub-Fund of the Fund.

Art. 5. Depositary. Société Générale Bank & Trust, a public limited company under Luxembourg law has been appointed as Depositary.

All assets, securities and cash of the Fund are held in the control of the Depositary, which shall assume the duties and responsibilities under the Law. The Depositary holds the assets of the Fund on behalf of the Unitholders.

It may dispose of these securities in accounts opened in its name and under its responsibility with its correspondents.

On the instructions of the Management Company, the Depositary performs all acts of physical disposition of the assets of the Fund. On the instructions of the Management Company, insofar as these instructions are in accordance with the Management Regulations and applicable law, the Depositary shall be responsible for:

- a) - delivering the securities sold against payment of the selling price;
 - paying the price of securities acquired with assets of the Fund against delivery of such securities;
 - collecting dividends and interest on the securities of the Fund and exercising subscription or allocation rights;
- b) - issuing Units in the Fund in return for full payment of the subscription price or completion of the conversion of Units process;
 - in the case of redemptions, paying the Unitholders the redemption price due to them using the assets of the Fund pursuant to Art. 8 below;
 - paying dividends due to the Unitholders;
- c) paying the Management Company the management fee due to it using the assets of the Fund pursuant to Art. 15 below and the costs it incurs in administering the Fund.

The Depositary must also:

- a) ensure that the sale, issue, redemption and cancellation of Units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with the Law and/or the Management Regulations;
- b) ensure that the value of the Units is calculated in accordance with the Law and the Management Regulations;

c) ensure that in transactions involving the assets of the Fund, the consideration is remitted to it within the usual time limits;

d) ensure that the income of the Fund is applied in accordance with the Management Regulations.

The Depositary may not charge the assets of the Fund for remuneration due to it except with the agreement of the Management Company.

In the event of the dissolution of the Management Company, the right to the assets of the Fund devolves to the Depositary, which may, in this case, either designate another management company in the place of the dissolved Management Company to assume the duties established by the Management Regulations, or to liquidate the Fund.

The Depositary is authorised as permitted by the Law and the rules of procedure:

a) to assert, on behalf of Unitholders, but in its name, the rights of Unitholders against the Management Company or, where appropriate, the previous depositaries;

b) to oppose, on behalf of the Fund, any enforcement measure taken against the assets of the Fund for obligations to which the assets of the Fund are not obligated.

The Depositary may at any time cancel its mandate by giving three months' notice.

The Management Company may, while respecting the same notice period, at any time revoke the mandate conferred upon the Depositary and entrust the functions of the depositary to another bank. The replacement of the Depositary is subject to the condition that the successor bank assumes the responsibilities and functions of the Depositary, as defined by the Management Regulations.

Pending its replacement, which must take place within two months, the Depositary will take all measures necessary for safeguarding the interests of the Unitholders.

The remuneration of the Depositary is determined by mutual agreement by the Management Company and the Depositary.

Art. 6. Assets of the Fund. The assets of each Sub-Fund of the Fund are the exclusive joint property of the Unitholders and are separate from those of the Management Company. The accounts are closed as at 31 December in each year. The assets of each Sub-Fund and the consolidated accounts of the Fund are audited by an independent authorized auditor appointed by the Management Company with the agreement of the Depositary.

Art. 7. Units - Certificates. The Sub-Funds of the Fund may, at the option of the Board of Directors of the Management Company, consist of a single Class or be divided into one or more Classes whose assets will be invested in common according to the specific investment policy of the Sub-Fund in question. Each Class of the Sub-Fund will apply a specific structure of subscription and redemption fees, a specific cost structure, a specific distribution policy, a special hedging policy, a different Reference Currency or other specifics.

The Board of Directors of the Management Company may at any time create additional Sub-Funds and/or Classes, provided that the rights and obligations of Unitholders of the Sub-Funds and/or existing Classes are not affected by this establishment.

The Units of each Sub-Fund of the Fund are exclusively registered, except for bearer Units that may have been issued in the past.

The registered Units are listed in the register maintained for that purpose by the Registrar and Transfer Agent; no certificate representing Units will be issued except at the express request of the investor. Instead, the Registrar and Transfer Agent will issue a certificate of registration of registered Units or fractions of Units in the register. Investors who request physical delivery of certificates bear the costs and risks of this shipment.

The certificates give their holders a right of co-ownership in the assets of the Sub-Fund of the Fund in proportion to the number of Units or fractions of Units they represent. The rights attaching to fractions of Units shall be exercised in proportion to the fraction of a Unit.

The final certificates will be made available to the subscriber within a period not exceeding 20 full banking days in Luxembourg (hereinafter "Business Days") from the date of payment of the subscription price.

Unitholder meetings have not been provided for.

If the Management Company so decides, Units in a Sub-Fund of the Fund may be acquired through investment plans or schemes.

Art. 8. Issue of Units. Applications must be presented to the Registrar and Transfer Agent or the Management Company, using the subscription form attached to the prospectus of the Fund (the "Prospectus").

The Board of Directors of the Management Company will accept, under certain conditions described in the Prospectus of the Fund, subscriptions to Units or in Classes of the Fund by way of contribution in kind.

Subscription requests received by the Registrar and Transfer Agent one Business Day before a Valuation Day will be processed, if they are accepted, at the NAV price per Unit calculated as outlined on the Valuation Day following the notification, plus any taxes, duties and levies that may be due.

The payment of the subscription amount must take place within 7 Business Days counting from the Valuation Day applied to the subscription application. If payment is not made within this period, the Management Company reserves the right to consider the subscription request to be null and void.

In addition, the Management Company reserves the right to:

- (a) reject all or part of a subscription application;
- (b) at any time redeem Units held by persons who are not authorised to purchase or hold Units.

Art. 9. Net Asset Value. The Net Asset Value of a Unit of each Sub-Fund is expressed in the Reference Currency of the Sub-Fund and is calculated at least twice monthly ("Valuation Day") by dividing the total value of net assets of the Sub-Fund by the number of Units in circulation. The total value of the assets of each Sub-Fund will be calculated as follows:

- a) securities listed officially on an exchange or actively traded on another regulated market that operates regularly and is recognised and open to the public will be valued based on the last known closing price;
- b) securities not listed on an exchange or on other regulated market, which operate regularly, are recognised and open to the public or exchange-listed securities or on other regulated markets but whose price is not representative will be valued at their last known market value or, alternatively, at their probable realisation value as estimated prudently and in good faith by the Management Company;
- c) assets in cash and short-term investments will be Included in the calculation of the value of the assets on the basis of their nominal value plus accrued interest;
- d) securities not denominated in the Reference Currency of the Sub-Fund will be converted into the Reference Currency of the Sub-Fund at the exchange rate prevailing on the day preceding the Valuation Day.

The Board of Directors of the Management Company may decide to apply other methods of valuation, if these methods are in the interest of the Unitholders and are in line with usual market practice.

If there are special circumstances or significant requests for issue or redemption in one or more Sub-Funds, the value of a Unit may, upon the decision and under the responsibility of the Board of Directors of the Management Company, be determined only after It has carried out the purchases or sales of securities on behalf of the Sub-Funds of the Fund concerned. In such an event, the same method for calculation shall be applied to all issue and redemption applications submitted at the same time.

The total value of the consolidated assets of the Fund is expressed in Euro.

Art. 10. Issue price. The issue price of a Unit of a Sub-Fund will be the Net Asset Value of the Unit calculated according to Art. 8, plus, if applicable, any subscription fee as detailed in the Prospectus. The taxes, duties and stamps that may be payable may be added to the issue price calculated in this manner.

Of the issue price, only the Net Asset Value will accrue to the Sub-Fund.

The payment of the subscription amount must take place within 7 Business Days counting from the Valuation Day applied to the subscription application. If payment is not made within this period, the Management Company reserves the right to consider the subscription request to be null and void.

Art 11. Redemption of Units. Each Unitholder may irrevocably request the redemption of his Units in a Sub-Fund of the Fund on any Business Day as provided for by the Prospectus for each Sub-Fund, at the Net Asset Value as defined in Art. 8 of these Management Regulations, less a redemption fee as detailed in the Prospectus.

The taxes, duties and stamps that may be payable may be deducted from the redemption price.

The payment of the amount of Units redeemed will be made by the Depositary in the currency of the Sub-Fund, by credit on account, by cheque or in another currency after conversion, in accordance with instructions received with the redemption request, within 7 Business Days counting from the Valuation Day applied to the redemption request.

Art. 12. Conversion of Units. Any Unitholder may request the conversion of all or part of his Units for Units in another Sub-Fund, using the methods provided for in the Prospectus for each Sub-Fund.

A conversion fee will be charged as detailed in the Prospectus of the Fund.

Art. 13. Suspension of the calculation of Net Asset Value and of the issue, redemption and conversion of Units. The Management Company is authorised to temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value, the issue and redemption of Units of one or more Sub-Funds of the Fund in the following cases:

- (a) when and so long as a stock exchange or other regulated market that operates regularly and is recognised and open to the public on which a significant portion of the portfolio of one or more Sub-Funds is listed, is closed for exceptional reasons or transactions on this exchange or regulated market are subject to restrictions;
- (b) when and so long as the following exceptional circumstances prevail:
 - (1) the sale of securities of one or more Sub-Funds of the Fund cannot be effected normally by the Management Company;
 - (2) the transfer of funds from the sale of securities of one or more Sub-Funds of the Fund may not be effected at normal prices;
 - (3) the Net Asset Value of one or more Sub-Funds of the Fund cannot be reasonably determined.

The following in particular are considered to be exceptional circumstances:

- (i) the interruption of the transmission of information resulting in the impossibility of a rapid and accurate determination of the value of the securities in the portfolio whose sale is necessary to satisfy requests for redemption;
- (ii) the suspension of trading of these securities;
- (iii) extraordinary price changes that prevent the determination of the value of those securities;
- (iv) the nationalisation, expropriation or destruction of companies whose securities are held in portfolio;
- (v) when the political, economic, military, monetary, social situation or any occurrence of force majeure beyond the responsibility or the power of the Management Company makes it impossible to dispose of its assets through reasonable and normal means, without seriously prejudicing the interests of the Unitholders;
- (vi) when exchange restrictions or capital movement that prevent the execution of transactions on behalf of a Sub-Fund or when the transactions for the purchase or sale of assets cannot be realised at normal rates of exchange or when payments due for the redemption or conversion of Units of a Sub-Fund cannot, in the opinion of the Management Company, be effected at normal rates;
- (vii) following the suspension of (i) the calculation of the net asset value per share/unit, (ii) the issue, (iii) the redemption, and/or (iv) the conversion of the shares/units issued within the master fund in which a Sub-Fund invests in its capacity as a feeder fund.

The suspension enters into force immediately and from that moment redemption and issue requests are no longer accepted.

Applicants for redemptions, subscriptions or conversions affected by a suspension will be informed by all appropriate means.

Suspended subscription and redemption or conversion requests may be withdrawn by written notification to the extent that such notification is received by the Registrar and Transfer Agent prior to the termination of the suspension.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be considered on the first Valuation Day following the termination of the suspension.

Art. 14. Use of income. The Management Company will decide each year after closing the accounts of the Sub-Funds of the Fund as to the distribution of income received by each Sub-Fund of the Fund and of capital gains realised (after deduction of any net realised or unrealised depreciation). In principle, the income received by each Sub-Fund and capital gains are not distributed; instead they are capitalised. If it determines it to be appropriate, the Management Company may also decide that such distribution will be made either in the form of the distribution of cash dividends or through the allocation of bonus Units, or through some combination of the two forms.

Art. 15. Prescription. Unitholders' claims against the Management Company or the Depositary expire 5 years after the date of the occurrence giving rise to the claim.

Any unclaimed coupons, rights or benefits will be invalid 5 years after the date of distribution and will be acquired by the Sub-Fund.

Art. 16. Expenses paid by the Fund. Each Sub-Fund shall bear the following expenses:

1. The Management Company will receive a management fee at an annual rate of 2.00%, calculated on each Valuation Day, based on the total value of the net assets of the Sub-Funds and paid the first Business Day following the end of each month. The rates applicable to each Sub-Fund are described in the Prospectus of the Fund.
2. an annual tax d'abonnement, in principle representing 0.05% of the value of the net assets attributable to the Units of the Sub-Funds; this tax is reduced to 0.01% when a Sub-Fund or a Class of a Sub-Fund is reserved for institutional investors. This tax is payable quarterly, and is calculated on the net assets at the end of each quarter.
3. dealer commissions, and service fees for transactions involving the securities in a Sub-Fund's portfolio;
4. salaries and expenses of the Depositary, the financial intermediaries, the correspondents and all the agents in charge of administrative, accounting, financial, transfer and redemption services;
5. the remuneration of the correspondent bank responsible for payments and reports with investors from countries in which the Fund is distributed;
6. the fees of lawyers, auditors and notaries acting on behalf of the Fund;
7. the fees that include the preparation and filing of the Management Regulations, applications for registration, prospectuses or other documents to be submitted to the authorities with jurisdiction over the Fund and the issue of its Units (including local dealer associations);
8. the cost of translation, printing and publication of the prospectus and periodic reports submitted to Unitholders;
9. the cost of publication of notices to Unitholders and the cost of printing Unit certificates, it being understood that all expenses that are directly incurred in connection with the offer and the distribution of Units in each Sub-Fund of the Fund, including the cost of printing documents provided for above under (6) will be borne by the distributors for use in the course of their sales activities with regard to Units in each Sub-Fund of the Fund;
10. All other taxes levied by States in which the Fund is authorised to issue Units.

Expenses will be charged to the Sub-Fund for which they were incurred, or if not, they will be charged proportionally to the assets of each Sub-Fund.

All recurring expenses charged to a Sub-Fund will be charged primarily to the income of the Sub-Fund, then to its capital gains, and then to the assets of the Sub-Fund. Other expenses may be amortised over a period not to exceed five years.

Art. 17. Publications. The composition of assets of each Sub-Fund of the Fund may be inspected at the registered office of the Management Company; it is published semi-annually.

Within four months after 31 December of each year, the Management Company will publish an annual report, which will be reviewed by the independent authorized auditor approved and appointed by the Management Company with the agreement of the Depositary; within two months after 30 June of each year, an interim report will be available from the registered office of the Management Company and the Depositary, as well as the promoter banks and their agencies.

Each Business Day, the Net Asset Value and the Unit prices will also be published in at least one major Italian newspaper and a newspaper in countries where Units are distributed. All notices for Unitholders are published in the same newspapers.

The issue and redemption prices of the Units are available each Business Day at the registered office of the Management Company and the Administrative Agent.

Art. 18. Amendments to the Management Regulations. The Management Company and the Depositary may, by mutual agreement and in the interest of the Unitholders, amend the Management Regulations.

Amendments shall enter in force on the day of signature of the Management Regulations. A notice of such changes will also be published in one major Italian newspaper and a newspaper in countries where Units are distributed.

Art. 19. Term of the Fund, Liquidation. The term of the Fund is not limited.

The Fund will be liquidated under the conditions provided for by the Law.

If the total net assets of the Fund are less than two-thirds of the legal minimum, the Management Company must promptly notify the supervisory authority, which can, taking into account the circumstances, require the Management Company to wind up the Fund.

If the total net assets of the Fund are less than a quarter of the legal minimum for more than six months, the Fund will be wound up.

The supervisory authority's order to the Management Company to wind up the Fund will be published without delay by the Management Company or the Depositary.

The event resulting in the liquidation of the Fund will be published in the Mémorial and in two major newspapers, including at least one newspaper in Luxembourg.

The issue, redemption and conversion of Unit will cease upon the decision or the occurrence of the event leading to the liquidation of the Fund.

The Unitholders, their heirs or beneficiaries, their agents, administrators or legal representatives can under no circumstances require the liquidation or distribution of the Fund.

The Management Company and the Depositary may, at any time, by mutual agreement, resolve to liquidate and distribute the Fund or one or more Sub-Funds through a notice published in the Memorial of the Grand Duchy of Luxembourg and at least three major newspapers, of which at least one must be a newspaper in Luxembourg and one a newspaper in Italy.

The Management Company will liquidate the assets of the Fund or of the Sub-Funds in the best interests of the Unitholders and will distribute the proceeds of liquidation among the co-owners in proportion to their rights.

In addition, if there is a change in the economic or political situation that is unfavourable to the investment policy or for reasons of economic rationalisation and if it deems it necessary in the interests of the Unitholders, the Board of Directors of the Management Company may decide to cancel one or more Sub-Funds by cancelling the Units of that (those) Sub-Fund(s) by reimbursing the Unitholders for the entirety of the net assets thereof, taking into account the costs of liquidation, but without deduction of a redemption fee or any other deduction. This reimbursement to Unitholders will be in proportion to the number of Units they hold in their respective Sub-Fund.

Art. 20. Merger of Sub-Funds or Merger with another UCITS. The Board of Directors of the Management Company may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law) of the Fund or of one of the Sub-Funds, either as receiving or merging UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed by the Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Unitholders, as follows:

a) Merger of the Fund

The Board of Directors of the Management Company may decide to proceed with a merger of the Fund, either as receiving or merging UCITS, with:

- another Luxembourg or foreign UCITS (the "New UCITS"); or
- a sub-fund thereof,

and, as appropriate, to redesignate the Units of the Fund as Units of this New UCITS, or of the relevant sub-fund thereof as applicable.

b) Merger of the Sub-Funds

The Board of Directors of the Management Company may decide to proceed with a merger of any Sub-Fund, either as receiving or merging Sub-Fund, with:

- another existing Sub-Fund within the Fund or another sub-fund within a New UCITS (the "New Sub-Fund"); or
- a New UCITS,

and, as appropriate, to redesignate the Units of the Sub-Fund concerned as Units of the New UCITS, or of the New Sub-Fund as applicable.

Rights of the Unitholders and Costs to be borne by them

In all merger cases above, the Unitholders will in any case be entitled to request, without any charge other than those retained by the Fund or the Sub-Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their Units, or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar Investment policy and managed by the Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control, or by substantial direct or indirect holding, in accordance with the provisions of the Law. This right will become effective from the moment that the relevant Unitholders have been informed of the proposed merger and will cease to exist five Business Days before the date for calculating the exchange ratio for the merger.

Any cost associated with the preparation and the completion of the merger shall neither be charged to the Fund, the Sub-Fund nor to its Unitholders.

Art. 21. Applicable law and jurisdiction. The Management Regulations, whose official language is English, are governed by Luxembourg law.

Disputes between the joint owners, the Management Company and the Depositary relating to the application of the Management Regulations, will be decided by the Luxembourg courts. However, the Management Company and Depositary are permitted to recognise the jurisdiction of courts in other countries against Unitholders of these countries.

Executed in three originals and effective on 3rd September 2014.

- / Head of Securities Banking Operations
- / Société Générale Bank & Trust Luxembourg

Signatures / Patrick LOOTSCH

The Management Company / The Depositary

Référence de publication: 2014145699/649.

(140165415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

LSREF3 GTC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.096.750,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 177.929.

In the year two thousand and fourteen on the sixteenth day of September,
before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 91796 (the "Sole Shareholder"),

represented by Diane Seiler, employee, with professional address in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal on 15 September 2014.

The proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, represented as aforementioned, declared being the Sole Shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) LSREF3 GTC Holdings S.à r.l., registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 177929, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company") and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 11 June 2013, under the initial name of LSF7 Lux Investments IX S.à r.l., published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 1 August 2013, number 1861, which articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 25 February 2014, published in the Mémorial dated 9 May 2014, number 1187.

The appearing party, through its proxyholder, declared and requested the undersigned notary to state that:

1. The entire issued share capital represented by 15,974 (fifteen thousand nine hundred seventy-four) shares is held by the Sole Shareholder.

2. The Sole Shareholder is represented by proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the Sole Shareholder so that the decisions can be validly taken on all the items of the below agenda.

3. The agenda of the meeting is as follows:

A. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 100,000.- (one hundred thousand euro) in order to raise it from its current amount of EUR 1,996,750.- (one million nine hundred ninety-six thousand seven hundred fifty euro) to an amount of EUR 2,096,750.- (two million ninety-six thousand seven hundred fifty euro) by the issuance of 800 (eight hundred) new ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each (the "New Shares"), in consideration of a contribution in cash by the Sole Shareholder of an aggregate amount of EUR 100,000.- (one hundred thousand euro);

B. As a consequence, amendment of the first paragraph of article 6 of the articles of association of the Company as follows:

" **Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 2,096,750.- (two million ninety-six thousand seven hundred fifty euro) represented by 16,774 (sixteen thousand seven hundred seventyfour) shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twentyfive euro) each."

C. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the change proposed above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of the Sole Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then asked the undersigned notary to record its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by an amount of EUR 100,000.- (one hundred thousand euro) in order to increase the share capital from its current amount of EUR 1,996,750.- (one million nine hundred ninety-six thousand seven hundred fifty euro) up to an amount of EUR 2,096,750.- (two million ninety-six thousand seven hundred fifty euro) by the creation and issuance of 800 (eight hundred) New Shares with a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.

The 800 (eight hundred) New Shares are entirely subscribed and fully paid up by the Sole Shareholder, prenamed, represented as stated above, by a contribution in cash of an aggregate amount of EUR 100,000.- (one hundred thousand euro).

The amount of EUR 100,000.- (one hundred thousand euro) is as of now at the free disposal of the Company as it has been shown to the undersigned notary by a bank certificate.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the articles of association of the Company to be read henceforth as follows:

" **Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 2,096,750.- (two million ninety-six thousand seven hundred fifty euro) represented by 16,774 (sixteen thousand seven hundred seventy-four) shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the change resolved above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of the Sole Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the New Shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder appearing signed, together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le seize septembre,

par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Atrium Business-Park, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 91796 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Diane Seiler, employée, avec adresse professionnelle à Bertrange, Grand Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 septembre 2014.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel qu'indiqué ci-avant, a déclaré être l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée LSREF3 GTC Holdings S.à r.l., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177929, ayant son siège social au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant un acte du notaire instrumentaire en date du 11 juin 2013 sous le nom initial de LSF7 Lux Investments IX S.à r.l., publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 1^{er} août 2013, numéro 1861, lesquels statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentaire, du 25 février 2014, publié au Mémorial du 9 mai 2014, numéro 1187.

La partie comparante, par son mandataire, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. La totalité du capital social, représentée par 15.974 (quinze mille neuf cent soixante-quatorze) parts sociales, est détenu par l'Associé Unique.

2. L'Associé Unique est représenté en vertu d'une procuration de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société sont représentées à cette décision extraordinaire de l'Associé Unique et toutes les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points de l'ordre du jour ci-après.

3. L'ordre du jour est le suivant:

A. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de EUR 100.000,- (cent mille euros), pour le porter de son montant actuel de EUR 1.996.750,- (un million neuf cent quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante euros) à un montant de EUR 2.096.750,- (deux millions quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante euros) par la création et l'émission de 800 (huit cents) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»); souscription et paiement des Nouvelles Parts Sociales par l'Associé Unique par un apport en numéraire pour un montant total de EUR 100.000,- (cent mille euros).

B. En conséquence, modification du premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 2.096.750,- (deux millions quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante euros), représenté par 16.774 (seize mille sept cent soixante-quatorze) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

C. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter le changement proposé ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou tout employé de l'Associé Unique, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre de parts sociales de la Société et (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

L'Associé Unique, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 100.000,- (cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.996.750,- (un million neuf cent quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante euros) à un montant de EUR 2.096.750,- (deux millions quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante euros) par la création et l'émission de 800 (huit cents) Nouvelles Parts Sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.

Les 800 (huit cents) Nouvelles Parts Sociales sont toutes souscrites et entièrement libérées par l'Associé Unique, prénommé, représenté comme indiqué ci-dessus, par un apport en numéraire d'un montant total de EUR 100.000,- (cent mille euros).

Le montant de EUR 100.000,- (cent mille euros) est dès à présent à la libre disposition de la Société tel qu'il a été démontré au notaire soussigné par un certificat bancaire.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société qui sera désormais lu comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 2.096.750,- (deux millions quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante euros), représenté par 16.774 (seize mille sept cent soixante-quatorze) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter le changement effectué ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et/ou tout employé de l'Associé Unique, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre de parts sociales de la Société ainsi que (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. Seiler et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 septembre 2014. LAC/2014/43433. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146842/154.

(140167197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Reignwood Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.400.876,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 184.820.

In the year two thousand fourteen, on the first day of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Reignwood Investment Consulting (HK) Limited, a Hong Kong company with registered office at Unit 2806, 28/F, Greenfield Tower, Concordia Plaza No. 1 Science Museum Road, Tsim Sha Tsui East, Kowloon, Hong Kong, registered with the Registry of Hong Kong under number 1975551 ("Reignwood"); and

LGN Limited, a Hong Kong company with registered office at 10 Harcourt Road, 1401 Hutchison House, Central, Hong Kong, registered with the Registry of Hong Kong under number 2104664 ("LGN", together with Reignwood, the "Shareholders"),

hereby all duly represented by Mr. Régis Galiotto, notary clerk, with professional address in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

Such proxies, having been signed "ne varietur" by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The Shareholders are the shareholders of Reignwood Europe Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 184.820 (the "Company"), incorporated by a notarial deed enacted by Maître Henri Hellinckx, notary, on 11 February 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 7 May 2014, number 1157.

II.- The 20,000 (twenty thousand) shares with a par value of EUR 1.- (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the appearing parties expressly state having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 8,380,876.- (eight million three hundred eighty thousand eight hundred seventysix Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 20,000.- (twenty thousand Euro) to EUR 8,400,876.- (eight million four hundred thousand eight hundred seventy-six Euros) by the issuance of 8,380,876.- (eight million three hundred eighty thousand eight hundred seventy-six) shares with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, subject to the payment of a global share premium amounting to EUR 75,427,898.- (seventy-five million

four hundred twenty-seven thousand eight hundred ninety-eight Euros), out of which an amount of EUR 840,087.- (eight hundred forty thousand eighty-seven Euros) shall be allocated to the legal reserve of the Company, the whole to be fully paid up through contributions in kind;

3. Subscription and payment by Reignwood Investment Consulting (HK) Limited and LGN Limited for the new shares by way of contributions in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Amendment of article 6. of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is unanimously resolved that the Shareholders waive their right to the prior notice of the current meeting, acknowledge being sufficiently informed of the agenda, consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow them to examine carefully each document.

Second resolution:

It is unanimously resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 8,380,876.- (eight million three hundred eighty thousand eight hundred seventy-six Euros), so as to raise it from its current amount of EUR 20,000.- (twenty thousand Euros) to EUR 8,400,876.- (eight million four hundred thousand eight hundred seventy-six Euros), by the issuance of (i) 7,542,789 (seven million five hundred forty-two thousand seven hundred eighty-nine) new shares to Reignwood (the "Reignwood New Shares"), subject to the payment of a global share premium in an amount of EUR 67,885,107.6 (sixty-seven million eight hundred eighty-five thousand one hundred seven Euros and sixty cents) (the "Reignwood Share Premium"), out of which an amount of EUR 756,078.3 (seven hundred fifty-six thousand seventy-eight Euros and thirty cents) shall be allocated to the legal reserve of the Company and (ii) 838,087 (eight hundred thirty-eight thousand eighty-seven) new shares to LGN (the "LGN New Shares"), subject to the payment of a global share premium in an amount of EUR 7,542,790.4 (seven million five hundred forty-two thousand seven hundred ninety Euros and forty cents) (the "LGN Share Premium"), out of which an amount of EUR 84,008.7 (eighty-four thousand eight Euros and seventy cents) shall be allocated to the legal reserve of the Company, the whole to be fully paid by contributions in kind consisting of:

- a certain receivable held by Reignwood against the Company of an amount of EUR 75,427,896.6 (seventy-five million four hundred twenty-seven thousand eight hundred ninety-six Euros and sixty cents) being the EUR equivalent to USD 104,895,000.- (one hundred four million eight hundred ninety-five thousand United States Dollars) using the USD/EUR exchange rate of 0.71908 provided by the website www.oanda.com on 30 June 2014 (the "Exchange Rate") (the "Reignwood Contribution"); and

- a certain receivable held by LGN against the Company of an amount of EUR 8,380,877.4 (eight million three hundred eighty thousand eight hundred seventy-seven Euros and forty cents) being the EUR equivalent to USD 11,655,000.- (eleven million six hundred fifty-five thousand United States Dollars) using the Exchange Rate (the "LGN Contribution", together with the Reignwood Contribution, the "Contributions").

Third resolution:

It is unanimously resolved to accept the subscription and the payment of (i) the Reignwood New Shares, (ii) the Reignwood Share Premium, (iii) the LGN New Shares and (iv) the LGN Share Premium respectively through the Contributions.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes Reignwood, here represented by Mr. Régis Galiotto, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the Reignwood New Shares. The Reignwood New Shares and the Reignwood Share Premium have been fully paid-up by Reignwood through the Reignwood Contribution.

Thereupon intervenes LGN, here represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the LGN New Shares. The LGN New Shares and the LGN Share Premium have been fully paid-up by LGN through the LGN Contribution.

Valuation

The value of the Contributions amounts to EUR 83,808,774.- (eighty-three million eight hundred eight thousand seven hundred seventy-four Euros).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 1st July 2014.

Evidence of the Contributions' existence

A proof of the existence of the Contributions has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges this.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

- a) Dr. Ruayrungruang Chanchai, class A manager, residing at Floor 8, C Tower, No.6 Gong Yuan West Street, Dongcheng District, Beijing, China;
- b) Ms. Xiaoxuan Fei, class A manager, residing at Room 902, Unit 3, Building 51, Yuan Yang Tian Di, Ba Li Zhuang Xi Li, Chaoyang District, Beijing, China;
- c) Mr. Daniel Boone, class B manager, residing at 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- d) Mr. Pierre Crasquin, class B manager, residing at 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

all represented here by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy contained in the above statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contributions, expressly agree with the description of the Contributions, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, and the Contributions having been fully carried out, the shareholding of the Company is now composed of:

- Reignwood Investment Consulting (HK) Limited: 7,560,789 (seven million five hundred sixty thousand seven hundred eighty-nine) shares; and
- LGN Limited: 840,087 (eight hundred forty thousand eighty-seven) shares.

The notary acknowledges that all the shares mentioned above, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, and the Contributions having been fully carried out, it is resolved to amend article 6 of the Company's articles of association so as to read as follows:

" **Art. 6. Capital.** The share capital of the Company is set at eight million four hundred thousand eight hundred seventy-six Euros (EUR 8,400,876.-) divided into eight million four hundred thousand eight hundred seventy-six (8,400,876) shares in registered form, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each which are fully paid-up."

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about eight thousand Euros (8,000.- Euros).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the power of attorney holder of the person appearing, the power of attorney holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier jour du mois de juillet.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire public établi à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

Reignwood Investment Consulting (HK) Limited, une société de Hong Kong, ayant son siège social au Unit 2806, 28/F, Greenfield Tower, Concordia Plaza No. 1 Science Museum Road, Tsim Sha Tsui East, Kowloon, Hong Kong, immatriculée auprès du Registre de Hong Kong sous le numéro 1975551 ("Reignwood");

LGN Limited, une société de Hong Kong, ayant son siège social au 1401 Hutchison House, 10 Harcourt Road, Central, Hong Kong, immatriculée auprès du Registre de Hong Kong sous le numéro 2104664 ("LG", ensemble avec Reignwood, les "Associés"),

ici dûment représentés par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations ayant été signées "ne varietur" par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées tel que décrit ci-dessus, ont requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Les Associés sont les associés de Reignwood Europe Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.820 (la "Société"), constituée par un acte notarié dressé par Maître Henri Hellinckx le 11 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 7 mai 2014, numéro 1157.

II.- Les 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour desquels les parties comparantes reconnaissent expressément avoir été dûment et préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 8.380.876 EUR (huit millions trois cent quatre-vingt mille huit cent soixante-seize Euros), de sorte à l'augmenter de son montant actuel de 20.000 EUR (vingt mille Euros) à 8.400.876 EUR (huit millions quatre cent mille huit cent soixante-seize Euros), par l'émission de 8.380.876 (huit millions trois cent quatre-vingt mille huit cent soixante-seize) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 75.427.898 EUR (soixante-quinze millions quatre cent vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-dix-huit Euros), dont un montant de 840.087 EUR (huit cent quarante mille quatre-vingt-sept Euros) sera alloué à la réserve légale de la Société, le tout devant être entièrement libéré par voie d'un apport en nature;

3. Souscription et paiement par Reignwood Investment Consulting (HK) Limited et LGN Limited des nouvelles parts sociales par voie d'apports en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionariat de la Société;

5. Modifications de l'article 6 des statuts de la Société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par les Associés, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est unanimement décidé que les Associés renoncent à leur droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour, considèrent avoir été valablement convoqués et en conséquence acceptent de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition des Associés dans un délai suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est unanimement décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 8.380.876 EUR (huit millions trois cent quatre-vingt mille huit cent soixante-seize Euros), de façon à augmenter ce dernier de son montant actuel de 20.000 EUR (vingt mille Euros) à 8.400.876 EUR (huit millions quatre cent mille huit cent soixante-seize Euros), par l'émission de (i) 7.542.789 (sept millions cinq cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingt-neuf) nouvelles parts sociales au profit de Reignwood (les "Parts Sociales Reignwood"), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 67.885.107,6 EUR (soixante-sept millions huit cent quatre-vingt-cinq mille cent sept Euros et soixante centimes) (la "Prime d'Emission Reignwood"), dont un montant de 756.078,3 EUR (sept cent cinquante-six mille soixante-dix-huit Euros et trente centimes) sera alloué à la réserve légale de la Société et (ii) 838.087 (huit cent trente-huit mille quatre-vingt-sept) nouvelles parts sociales au profit de LGN (les "Parts Sociales LGN"), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 7.542.790,4 EUR (sept millions cinq cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingt-dix Euros et quarante centimes) (la "Prime d'Emission LG"), dont un montant de 84.008,7 EUR (quatre-vingt-quatre mille huit Euros et sept centimes) sera alloué à la réserve légale de la Société, le tout devant être entièrement libéré par des apports en nature consistant en:

- une certaine créance détenue par Reignwood à l'encontre de la Société d'une valeur totale de 75.427.896,6 EUR (soixante-quinze millions quatre cent vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-seize Euros et soixante centimes) étant équivalent en EUR de 104.895.000 USD (cent quatre million huit cent quatre-vingt-cinq mille Dollars Américains) selon le taux de change USD/EUR de 0.71908 disponible sur le site www.oanda.com en date du 30 juin 2014 (le "Taux de Change") (l "Apport de Reignwood"); et

- une certaine créance détenue par LGN à l'encontre de la Société d'une valeur totale de 8.380.877,4 EUR (huit millions trois cent quatre-vingt mille huit cent soixante-dix-sept Euros et quarante centimes) étant équivalent en EUR de 11.655.000 USD (onze millions six cent cinquante-cinq Dollars Américains) selon le Taux de Change (l "Apport de LGN", ensemble avec l'Apport de Reignwood, les "Apports").

Troisième résolution:

Il est unanimement décidé d'accepter la souscription et le paiement de (i) des Parts Sociales Reignwood, (ii) de la Prime d'Emission Reignwood, (iii) les Parts Sociales LGN et (iv) la Prime d'Emission LGN respectivement par le biais des Apports.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient ensuite Reignwood, ici représenté par M. Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, qui déclare souscrire aux Parts Sociales Reignwood. Les Parts Sociales Reignwood et la Prime d'Emission Reignwood ont été entièrement libérées par Reignwood par le biais de l'Apport Reignwood.

Intervient ensuite LGN, ici représenté par M. Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, qui déclare souscrire aux Parts Sociales LGN. Les Parts Sociales LGN et la Prime d'Emission LGN ont été entièrement libérées par LGN par le biais de l'Apport LGN.

Evaluation

La valeur des Apports s'élève à 83.808.774 EUR (quatre-vingt-trois millions huit cent huit mille sept cent soixante-quatorze Euros).

Cette évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration de valeur d'apport du 1^{er} juillet 2014.

Preuve de l'existence des Apports

Une preuve des Apports a été donnée au notaire soussigné, qui le reconnaît expressément.

Intervention des gérants

Interviennent alors:

a) Dr. Ruayrungruang Chanchai, gérant de catégorie A, demeurant au Floor 8, C Tower, No.6 Gong Yuan West Street, Dongcheng District, Beijing, Chine;

b) Mlle. Xiaoxuan Fei, gérant de catégorie A, demeurant au Room 902, Unit 3, Building 51, Yuan Yang Tian Di, Ba Li Zhuang Xi Li, Chaoyang District, Beijing, Chine;

c) M. Daniel Boone, gérant de catégorie B, demeurant au 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

d) M. Pierre Crasquin, gérant de catégorie B, demeurant au 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

tous représentés ici par M. Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration incluse dans la déclaration de valeur d'apport mentionnée ci-dessus.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement liés en tant que gérants de la Société en raison des Apports, consentent expressément à la description de ces Apports, leur évaluation et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, les Apports ayant été entièrement réalisés, l'actionnariat de la Société est désormais composé de:

- Reignwood Investment Consulting (HK) Limited: 7.560.789 (sept millions cinq cent soixante mille sept cent quatre-vingt-neuf) parts sociales; et

- LGN Limited: 840.087 (huit cent quarante mille quatre-vingt-sept) parts sociales.

Le notaire reconnaît que toutes les parts sociales mentionnées ci-dessus, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, et l'Apports ayant été totalement réalisés, il est décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société afin de lire ce dernier comme suit:

" **Art. 6. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à huit millions quatre cent mille huit cent soixante-seize Euros (EUR 8.400.876) représenté par huit millions quatre cent mille huit cent soixante-seize (8.400.876) parts sociales sous forme nominatives d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, celles-ci étant entièrement libérées."

Aucune autre modification n'est à apporter à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, dépenses, frais et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ huit mille Euros (8.000.- Euros).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour fixé au début de ce document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, il a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32073. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146939/266.

(140167255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

RPO Co-Investment Venari SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 189.201.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth of September.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster.

There appeared:

Mr Julien MENGOZZI, private employee, residing in Luxembourg,

acting as the representative of the General Partner of RPO Co-Investment Venari SCA, a société en commandite par actions existing and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies registry, under number B 189.201 (the Company),

pursuant to the resolutions of the General Partner of the Company (the General Partner) dated 28 July 2014 (the Resolutions).

A copy of the minutes of the Resolutions signed *ne varietur* by the appearing person and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to record the following statements:

1. The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, dated 8 July 2014, not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

2. The issued capital of the Company is set at forty five thousand one United States dollars (USD 45,001) composed of one (1) management share and forty five thousand (45,000) Class B ordinary Shares, with a nominal value of USD 1 (United States dollars 1.-) each and each being fully paid up.

3. Pursuant to Article 5.2 of the Articles, the authorised share capital of the Company is set at USD 70,045,001 (seventy million forty five thousand and one United States dollars) and the General Partner is authorised without any further need of a decision by the General Meeting and without reserving preferential subscription right to the holders of Class A shares, Class B shares and Class C shares to issue in addition to the existing Shares of the Company, an aggregate number of seventy million (70.000.000) Shares, having a par value of one United States dollar (USD 1.-) as follows: forty million (40,000,000) class A ordinary shares, twenty-five million (25,000,000) class B ordinary shares and five million (5,000,000) class C ordinary shares.

4. The General Partner, in its resolutions dated 28 July 2014 and in accordance with the authorities conferred on it by the terms of article 5 of the of the articles of incorporation, has decided to suppress the preferential subscription right of shareholders and to increase the capital by an amount of four hundred and one thousand United States dollars (USD 401,000) so as to raise the share capital from its present amount of forty five thousand one United States dollars (USD 45,001) up to USD 446,001 (four hundred forty six thousand and one United States dollars) by the issue of 276,000 (two hundred seventy six thousand) new Class A Ordinary Shares, 124,000 (one hundred twenty four thousand) new Class B Ordinary Shares and 1,000 (one thousand) new Class C Ordinary Shares each having a nominal value of USD 1 (United States dollars 1.-).

5. The share capital increase of the Company and the issue of 276,000 (two hundred seventy six thousand) new Class A Ordinary Shares, 124,000 (one hundred twenty four thousand) new Class B Ordinary Shares and 1,000 (one thousand)

new Class C Ordinary Shares on 28 July 2014 pursuant to the decisions of the General Partner as set out in the Resolutions has been subscribed to and paid up as provided in the table provided to the undersigned notary that will remain annexed to the present deed.

The contributions in cash so made to the Company by the subscriber to the new shares have been allocated, in full, to the nominal share capital of the Company.

Evidence of the payment of the total cash contributions referred to above to the Company of a total amount of four hundred and one thousand United States dollars (USD 401,000) was shown to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

As a consequence of the above increase of the issued share capital and the issue of new Class A, new Class B and new Class C ordinary Shares, Article 5.1 of the Articles is amended and now reads as follows:

“ 5.1. The company’s corporate capital is set at is set at USD 446,001 (four hundred forty six thousand and one United State Dollars) and is composed of one (1) management share, 276,000 (two hundred seventy six thousand) Class A Shares, 169,000 (one hundred sixty nine thousand) Class B Shares, 1,000 (one thousand) Class C Shares with a nominal value of USD 1 (one United States dollars) each.”

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present increase of capital, are estimated at one thousand five hundred fifty Euros (EUR 1,550.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the notary by his name, surname, civil status and residence, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le dix septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster.

A comparu:

Monsieur Julien MENGOZZI, employé privé, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de représentant de l’Actionnaire Commandité de RPO Co-Investment Venari SCA, une société en commandite par actions, existant et constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 1, Place d’Armes, L-1136 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 189.201 (l’Actionnaire)

en vertu des résolutions prises par l’Actionnaire Commandité de la Société (l’Actionnaire Commandité) en date du 28 Juillet 2014 (les Résolutions).

Un extrait des Résolutions signé ne varietur par la comparante et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être enregistré ensemble auprès de l’administration d’enregistrement.

La comparante, en sa qualité mentionnée ci-dessus, a requis le notaire d’acter les déclarations suivantes:

1.- La Société a été constituée par acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, passé le 8 Juillet 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les «Statuts»).

2.- Le capital social de la Société est fixé à quarante-cinq mille et un dollar des Etats-Unis de l’Amérique (USD 45,001) et est divisé en une (1) action de commandité et quarante-cinq mille (45,000) Actions ordinaires de classe B, d’une valeur nominale d’1 dollar des Etats-Unis de l’Amérique (USD 1) chacune, chacune entièrement libérée.

3.- En vertu de l’article 5.2 des Statuts, le capital autorisé de la Société est fixé à USD 70,045,001 (soixante-dix millions quarante-cinq mille et un dollar des Etats-Unis de l’Amérique) et l’Actionnaire Commandité est autorisé à émettre en plus des Actions existantes de la Société, un nombre total de soixante-dix million (70.000.000) Actions, d’une valeur nominale d’un dollar des Etats-Unis de l’Amérique (USD 1,-), réparti comme suit: 40 millions d’actions ordinaires de classe A, 25 millions d’actions ordinaires de classe B et 5 millions d’actions ordinaires de classe C.

4. L’Actionnaire Commandité, en sa réunion du 28 Juillet 2014, et en conformité des pouvoirs à lui conférés aux termes de l’article 5 des Statuts, a décidé de supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires de la Société et a réalisé une augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé à concurrence de quatre cent un mille dollar des Etats-Unis de l’Amérique (401,000 USD) en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de quarante-cinq mille et un dollar des Etats-Unis de l’Amérique (USD 45,001) à quatre cent quarante-six mille et un dollar des Etats-Unis de l’Amérique (446,001 USD) par la création et l’émission de deux cent soixante-seize mille (276,000) nouvelles Actions ordinaires de Classe A, cent vingt-quatre mille (124,000) nouvelles Actions ordinaires de Classe B et mille (1,000) nouvelles Actions ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats-Unis de l’Amérique) chacune.

5. L'augmentation de capital de la Société et l'émission de deux cent soixante-seize mille (276,000) nouvelles Actions ordinaires de Classe A, cent vingt-quatre mille (124,000) nouvelles Actions ordinaires de Classe B et mille (1,000) nouvelles actions Ordinaires de Classe C le 28 Juillet 2014 en vertu des décisions de l'actionnaire commandité telles que dans les Résolutions a été souscrite et payée comme indiqué dans le tableau remis au notaire instrumentant, qui restera attaché au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

Le paiement en numéraire ainsi fait à la Société par les souscripteurs des nouvelles actions émises est alloué dans son intégralité au compte capital de la Société.

La preuve du paiement des montants en numéraire d'un montant total de quatre cent un mille dollar des Etats-Unis de l'Amérique (401,000 USD) a été montrée au notaire instrumentant qui l'atteste expressément.

En conséquence de l'augmentation de capital ci-dessus et de l'émission de nouvelles Actions ordinaires de Classe A, Classe B et de Classe C, l'Article 5.1 des Statuts est modifié et lit comme suit:

« **5.1.** Le capital social souscrit et émis de la Société est fixé à quatre cent quarante-six mille et un dollar des Etats-Unis de l'Amérique (446,001 USD) et est composé d'une (1) action de commandité, deux cent soixante-seize mille (276,000) Actions Ordinaires de Classe A, cent soixante-neuf mille (169,000) Actions Ordinaires de Classe B et mille (1,000) Actions Ordinaires de Classe C d'une valeur nominale d'1 dollar des Etats-Unis de l'Amérique (USD 1) chacune.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille cinq cent cinquante euros (EUR 1.550,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de le même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Julien MENGOZZI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 septembre 2014. Relation GRE/2014/3624. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014146949/125.

(140167371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Permira SCF IV S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 171.137.

Extrait des résolutions des associés de la Société du 29 août 2014

Il résulte des résolutions des associés de la Société prises en date du 29 août 2014 que:

- Les associés ont accepté la démission de Alistair Boyle en tant que membre du conseil de surveillance de la Société, avec effet immédiat;

- Les associés ont nommé Ulrich Gasse, né le 19 avril 1973 à Gengenbach (Allemagne), ayant son adresse professionnelle à Bockenheimer Landstrasse 33, D-60325 Francfort, Allemagne, en tant que nouveau membre du conseil de surveillance de la Société, avec effet immédiat et jusqu'au 21 août 2018.

Il en résulte qu'à compter du 29 août 2014, le conseil de surveillance de la Société est composé comme suit:

- Eddy Perrier
- Peter Gibbs
- Ulrich Gasse

Permira SCF S.à.r.l.
Gérant Commandité
Cédric Pedoni
Gérant

Référence de publication: 2014149813/23.

(140170221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.
